

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Téléphone : (514) 390-0110

Adresse : 2065 rue Parthenais, Local 383, Montréal (Québec) H2K 3T1

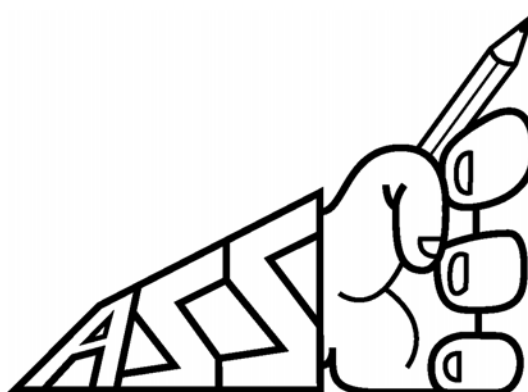
Cahier préliminaire de préparation des délégations Dernière mise à jour : 14 avril 2011

Congrès annuel 2011

- Les 23 et 24 avril 2011 à partir de 9h00
- Lieu : Université de Montréal
- Frais de participation : à venir.

Association étudiante hôte :

Association des étudiants en anthropologie de l'Université de Montréal
(AEAUM)



Les * désignent les propositions, candidatures et textes reçus après les délais normaux désignés par les Statuts et règlements ainsi que par le Code des règles de procédures.

Documents utiles pour le Congrès :

(Tous sont disponibles sur notre site Internet)

- Statuts et règlements de l'ASSÉ
- Code des procédures de l'ASSÉ
- Procès-verbal et résumé des mandats du dernier Congrès
- Cahier des revendications



Ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Lecture et adoption du procès verbal du congrès des 12 et 13 février
 - 1.4 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
- 2.0 Bilan
 - 2.1 Associations étudiantes
 - 2.2 Comités et conseils
- 3.0 Revendications
 - 3.1 Campagne 2011-2012
 - 3.2 Autres
- 4.0 Plan d'action
 - 4.1 Lutttes en Éducation
 - 4.2 Lutttes contre la tarification, les compressions et la privatisation des services publics
 - 4.3 Autres lutttes sociales
 - 4.4 Calendrier
- 5.0 Femmes
- 6.0 Élections
 - 6.1 Présentation
 - 6.2 Plénière
 - 6.3 Scrutin
- 7.0 Employé-e-s
- 8.0 Congrès d'orientation
- 9.0 Finances
 - 9.1 États des résultats
 - 9.2 Prévisions budgétaires 2011-2012
 - 9.3 Fonds d'entraide
- 10.0 Avis de motion
 - 10.1 Dépôt des avis de motion
 - 10.2 Traitement des avis de motion
- 11.0 Varia
- 12.0 Fermeture

Tables des matières

ORDRE DU JOUR	3
CANDIDATURE DE KEENA GRÉGOIRE AU COMITÉ À LA MOBILISATION	5
CANDIDATURE DE ALAIN SAVARD AU COMITÉ D'INFORMATION	6
CANDIDATURE DE HUGO BONIN AU COMITÉ D'INFORMATION	7
CANDIDATURE DE PHILIPPE LAPOINTE AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX AFFAIRES ACADÉMIQUES.....	8
CANDIDATURE DE MAXIME LARUE-BOURDAGES AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX RELATIONS INTERNES.....	9
CANDIDATURE DE CAMILLE ROBERT AU COMITÉ D'INFORMATION.....	11
CANDIDATURE DE GUILLAUME VÉZINA AU POSTE DE SECRÉTAIRE À L'INFORMATION	12
CANDIDATURE D'ÉLISE CARRIER-MARTIN AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX RELATIONS INTERNES	14
CANDIDATURE DE JEAN-FRANÇOIS FILIATRAULT AU COMITÉ AUX LUTTES SOCIALES.....	15
CANDIDATURE DE GUILLAUME LEGAULT AU POSTE DE SECRÉTAIRE À LA COORDINATION	18
CANDIDATURE DE GABRIEL NADEAU-DUBOIS AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX COMMUNICATIONS.....	20
CANDIDATURE DE PHILIPPE ÉTHIER AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX FINANCES	22
CANDIDATURE DE GABRIELLE DESROSIERS AU COMITÉ FEMMES.....	24
CANDIDATURE DE JEAN-MICHEL THÉRIAULT AU POSTE DE SECRÉTAIRE AUX RELATIONS EXTERNES.....	25
CANDIDATURE DE FANNY LAVIGNE AU COMITÉ FEMMES.....	26
CANDIDATURE DE ALEXANDRE ANTAKI AU COMITÉ JOURNAL.....	28
CANDIDATURE DE VANESSA L'ÉCUYER AU COMITÉ FEMMES	29
TEXTES DE RÉFLEXION ET BILANS	31
VERS UNE MANIFESTATION CONJOINTE?	31
STRATÉGIE POUR ÉVITER LA RÉCUPÉRATION DU MOUVEMENT DE GRÈVE	33
PROPOSITIONS	36
1.0 PROCÉDURES.....	36
1.3 <i>Lecture et adoption du procès-verbal</i>	36
1.4 <i>Présentation du déroulement du Congrès et des procédures</i>	36
2.0 BILAN	36
2.1 <i>Associations étudiantes</i>	36
2.2 <i>Comités et Conseils</i>	36
3.0 REVENDICATIONS	36
3.1 <i>Campagne 2011-2012</i>	36
4.0 PLAN D'ACTION	37
4.1 <i>Luttes en éducation</i>	37
4.2 <i>Luttes contre la tarification, les compressions et la privatisation des services publics</i>	39
4.4 <i>Calendrier</i>	40
6.0 ÉLECTIONS	40
6.1 <i>Présentation</i>	40
6.2 <i>Plénière</i>	40
7.0 EMPLOYÉ-É-S.....	40
9.0 FINANCES	41
9.1 <i>État des résultats</i>	41
10.0 AVIS DE MOTION	41
10.1 <i>Dépôt des avis de motion</i>	41
PROPOSITIONS MISES EN DÉPÔTS	42
ANNEXE A : AVIS DE MOTION REPRIS PAR LE COMITÉ FEMMES (CONGRÈS ANNUEL 2010)	44
ANNEXE B : PLAN D'ACTION PROPOSÉ PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF	46
ANNEXE C : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DÉPOSÉES PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF	48
ANNEXE D : DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LES PERSPECTIVES DE LA COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS	50

Candidature de Keena Grégoire au Comité à la mobilisation

*Candidature reçue le 30 mars 2011
Appuyée par : AFEA-UQAM*

Camarades,

À la veille d'une manifestation qui s'annonce comme étant le véritable commencement d'une lutte ardue mais oh! combien nécessaire, je vous écris aujourd'hui pour vous annoncer ma volonté de poser ma candidature au sein du Comité à la mobilisation de l'ASSÉ pour l'année 2011-2012.

L'attaque face à laquelle nous devons nous défendre est historique, et notre réponse devra l'être tout autant. Hors, tout ça nécessitera organisation, et ce, à travers l'ensemble des Cégeps et Universités de la province. En fait, il faudra que la rage gagne l'ensemble de la population, et je ressens le besoin et l'urgence de mettre l'épaule à la roue pour ce combat qui nous attend.

Brièvement, je tiens à aviser que je ne pose pas ma candidature dans le but d'aller passer des tracts à 7h30 aux portes de tous les campus de la province. Je compte le faire, car en tant que militant je crois que c'est un travail primordial, mais je ne crois pas que ce soit le travail exclusif des membres du comité de mobilisation. Bien davantage, je vois le rôle du comité de mobilisation comme étant un outil servant d'une part à coordonner la mobilisation d'un point de vue national, et d'autre part, à offrir un soutien à l'organisation de comités de mobilisation et d'exécutifs fonctionnels dans chacun des campus. En ce sens, je crois que notre mandat n'est pas d'aller palier à un manque de mobilisation dans certains campus, mais bien de faire en sorte de trouver des gens capables de coordonner cette mobilisation par eux-mêmes et elles-mêmes dans chacune des associations étudiantes.

Je terminerai cette lettre en rappelant la nécessité pour l'ASSÉ d'arriver à porter notre lutte au sein de l'ensemble des associations étudiantes du Québec. Il est faux de croire que nous arriverons à construire avec les seules associations étudiantes membres de l'ASSÉ un rapport de force suffisant pour renverser cette hausse des frais de scolarité. En ce sens, il sera impératif de travailler avec d'autres associations étudiantes afin que celles-ci portent le même discours progressiste et radical que celui de l'ASSÉ. C'est uniquement de cette façon que nous pourrons créer une véritable mobilisation générale, que nous irons vers une grève générale illimitée victorieuse.

Solidairement,

*Keena Grégoire
Étudiant au Cégep de Bois-de-Boulogne*

Candidature de Alain Savard au Comité d'information

*Candidature reçue le 31 mars 2011
Appuyée par : l'AEEMSP-UQAM*

L'année prochaine sera cruciale pour l'avenir du droit à l'éducation au Québec et nous ne pouvons pas nous permettre de subir une défaite. Étant actuellement à la maîtrise, j'ai la possibilité de donner beaucoup de temps pour mener à terme cette lutte. Je souhaite donc mettre à contribution mes 6 ans d'expérience en me présentant au Comité d'information de l'ASSÉ.

Mon expérience militante remonte à l'automne 2004 au sein du comité de mobilisation du cégep Ahuntsic. Depuis, j'ai occupé plusieurs fonctions au sein d'associations étudiantes locales. De l'automne 2007 à l'hiver 2009, j'ai été très actif au sein de l'AEEMSP (Science politique – UQAM). J'ai ensuite été impliqué dans le Comité anticapitaliste de l'UQAM ainsi que dans le Regroupement Anti-G20 Étudiant. Je suis coordonnateur aux communications de l'AFESPED depuis l'automne 2010 et je prévois conserver ce poste pour l'année prochaine.

Au fil de mes implications, j'ai développé de bonnes compétences en production de matériel d'information. Je suis à l'aise avec les logiciels d'édition graphique et de mise en page. J'ai notamment contribué à la production d'affiches pour l'ASSÉ au cours de cette année. Je crois également que mes capacités d'écriture seront à la hauteur des défis que nous aurons à relever l'an prochain.

Si jamais vous avez des questions, je vous invite à me les adresser par courriel (qwertypowa@hotmail.com) ou à vous présenter en Congrès pour me les poser.

*Alain Savard,
Étudiant à la maîtrise en science politique à l'UQAM*

Candidature de Hugo Bonin au Comité d'information

*Candidature reçue le 1^{er} avril 2011
Appuyée par : l'AEMSP-UQAM et l'AECS-SP-UQAM*

Nous sommes ici, nous sommes partout, nous sommes une image du futur

Je souhaite par cette lettre déposer ma candidature au Comité à l'information de l'ASSÉ. Persuadé que notre lutte dans l'année à venir sera déterminante pour l'éducation au Québec, il me semble essentiel de mettre à contribution mes quelques talents et énergies au sein du mouvement étudiant. Alors que s'achève une année que je considère somme toute bonne sur le plan de la mobilisation du mouvement étudiant, il est clair qu'il reste encore énormément de travail à faire.

Je termine cette année un baccalauréat en science politique à l'UQAM. Je milite dans le mouvement étudiant depuis la grève de l'UQAM de 2009. Je termine aussi présentement un mandat de coordonateur à l'information et l'appartenance à l'Association Étudiante Modulaire de Science Politique (AÉMSP). L'année prochaine, je serais au certificat en études féministes à Concordia.

Au niveau de mes capacités, je suis relativement à l'aise dans la production de matériel d'information, particulièrement en ce qui concerne les textes et le montage. Je dois avouer que mes talents sont un peu plus limités en termes de graphisme. J'ai produits quelques affiches et brochures pour l'AÉMSP ainsi que le tract pour la manifestation du 31 avril. De plus, de manière complémentaire, je pense développer des capacités de traduction de matériel d'info au cours de l'année prochaine. J'ai toutefois confiance dans les capacités d'éventuel-le-s collaborateurs et collaboratrices sur le Comité et à l'externe pour pallier mes lacunes. Finalement, je pense être quelqu'un de fiable, qui n'a jamais abandonné le navire en court de route et qui a toujours – dans la mesure de mes capacités – tenu ses engagements.

Je ne souhaite pas vraiment m'étendre sur ma vision du matériel d'information puisque je crois que c'est aux associations membres d'orienter ce genre d'activités et de faire du feedback. Toutefois, je suis persuadé que malgré la complexité de certains aspects du discours de l'ASSÉ (économie du savoir, marchandisation de l'éducation, sous-financement, etc.), nous serons capables de produire du matériel d'information accessible, de qualité et gratuit !

N'ayant pas vraiment envie de m'étendre, j'en resterai là. Si jamais vous avez des questions, je vous invite à me les adresser par courriel ou à vous présentez en Congrès pour me les poser.

Hugo Bonin - Étudiant en science politique à l'UQAM

Candidature de Philippe Lapointe au poste de Secrétaire aux affaires académiques

Candidature reçue le 3 avril 2011

Appuyée par : AEMSP-UQAM et AECS.SP-UQAM

Camarades,

Par la présente lettre, je me présente au poste de Secrétaire aux affaires académiques, connu communément sous le terme «pédago». C'est loin d'être considéré comme étant le rôle le plus excitant, mais détrompez-vous! Moi, ça m'excite.

Parcours divers

Au cours, des dernières années, j'ai eu la chance de militer dans divers milieux, principalement étudiants et syndicaux. J'ai débuté ma démarche et mon éducation militante au CEGEP en 2005, puis je me tournai vers les associations étudiantes en 2007, me faisant élire au sein de l'Association facultaire de science politique et de droit de l'UQAM où je militai pendant deux ans en tant que secrétaire général, puis coordonnateur aux affaires académiques, jusqu'en 2009. Je vécus les grèves de 2007 et 2008, ainsi que la grève syndicale des professeur-e-s de 2009. Je transigeai ensuite vers le Syndicat des employé-e-s étudiant-e-s de l'UQAM (SÉtuE) où je suis encore responsable à la convention collective. J'étudie présentement à la maîtrise en science politique à l'UQAM.

Nous revendiquons!

Nous approchons d'un autre tournant dans notre lutte pour une éducation gratuite, de qualité, libre de l'influence d'un système marchand et apolitique. Nous devons lutter contre la boulimie du système néolibéral, qui en ce qui a trait à l'éducation, tente de nous convaincre que chaque étudiants et étudiantes ne sont que des individus égoïstes et promis à une carrière brillante digne du rêve corporatiste des dynasties financières. L'éducation qui nous est proposée est une marchandise. Notre sens critique? Un rebus indésirable, quelle entreprise voudrait nous embaucher? Nos luttes, nos passions et nos causes? De simples enjeux électoraux que nous pourrions exprimer dans quelques années. Pourquoi se plaindre en attendant? Nous ne nous plaignons pas, nous revendiquons.

En fait, je me présente comme *pédago* pour effectuer un travail pédagogique. La grève générale illimitée annoncée pour l'an prochain est un objectif, mais il n'est pas acquis. Je désire offrir mes services, mes capacités et mes énergies au Congrès, à l'ASSÉ, et obtenir de vous la légitimité, le mandat afin de produire une plateforme pédagogique sur la marchandisation du savoir, l'accessibilité aux études et les enjeux subséquents afin que tous et toutes puissent participer à la création et la promotion d'un cahier de charges avec le maximum d'information. Je favoriserai les tables rondes et discussions plutôt que les présentations et conférences. Ceci devra être un travail collectif, mon rôle sera de recueillir le fruit des débats et de les synthétiser.

Sur ce, un des défis premiers des intellos est de savoir quand arrêter! Une page ça suffit!

*Philippe Lapointe – Étudiant à la maîtrise en sciences politique de l'UQAM***

Candidature de Maxime Larue-Bourdages au poste de Secrétaire aux relations internes

*Candidature reçue le 5 avril 2011
Appuyée par : AECSSP-UQAM et AFESH-UQAM*

*« Nos défaites d'aujourd'hui ne prouvent rien, si ce n'est que nous sommes trop peu dans la lutte contre l'infamie, et de ceux qui nous regardent en spectateurs, nous attendons qu'au moins, ils aient honte »
- Bertolt Brecht*

Camarades et ami-e-s bonjours,

Je désire, avec cette lettre, présenter ma candidature au sein du Conseil exécutif au poste de Secrétaire aux relations internes. Depuis bientôt six ans, je participe activement et de mon mieux au mouvement étudiant. Après un parcours politique personnel, je peux maintenant affirmer que je crois dur comme fer aux principes et aux positions de l'ASSÉ d'un point de vue théorique. Au plan pratique cependant, pour moi, l'ASSÉ est d'abord et avant tout une organisation qui a un devoir historique : remettre la combativité à l'ordre du jour. Loin de moi l'idée de vouloir faire la leçon aux autres mouvements, je crois plutôt qu'à travers l'accumulation de démonstrations de forces victorieuses, l'ASSÉ aura joué un rôle encore plus important que les simples gains pragmatiques qu'elle peut espérer dans un avenir rapproché.

La lutte qui nous attend est, selon moi, la plus importante que l'ASSÉ aura eu à mener depuis son apparition dans le mouvement étudiant. Nous avons le devoir d'empêcher les hausses qui nous menacent et de le faire en mettant la combativité au premier plan. C'est seulement en réussissant à faire plier le pouvoir grâce aux méthodes du syndicalisme de combat qu'elle pourra mettre sur pied les bases qui rendront possible l'ascension vers son véritable objectif : la gratuité scolaire. C'est dans cet esprit et pour ces raisons que je désire donner mon temps et mon énergie afin de participer à la réussite des objectifs de l'ASSÉ. Afin d'en arriver là, il est de mon avis que l'ASSÉ doit s'activer le plus rapidement possible pour mener la lutte contre notre ennemi actuel à tous et toutes: le gouvernement du Québec et les franges du mouvement qui collaborent avec lui. En somme, il est de mon avis que l'ASSÉ doit prioriser le travail politique, car l'année qui suit devra, à mon avis, être une année de grève générale illimitée : ceci doit être notre objectif principal!

Le rôle de l'exécutif de l'ASSÉ, à mon avis, est principalement d'assurer, avec les Comités de travail l'exécution des mandats de congrès et de mettre à disposition des associations membres les ressources nécessaires à l'élaboration d'une stratégie nationale qu'elles mettront de l'avant ensemble, et non pas de leur imposer cette stratégie d'aucune façon. Cependant, afin de réaliser les conditions de réalisations d'un tel fonctionnement, il est du devoir des membres du Conseil exécutif, et même des Comités, à mon avis, de participer au débat en apportant des propositions découlant de leur analyse et de leur perspective, tout en laissant aux associations étudiantes le loisir de les confirmer ou de les infirmer et même d'adopter des alternatives complètement différentes. L'important c'est que toutes les perspectives participent au débat, afin qu'il puisse être complet et sain.

Du point de vue de mes implications précédentes, je gravite autour du mouvement étudiant depuis la grève de 2005. A cette époque, je participais au comité mobilisation de l'Association Générale des Étudiants et des Étudiantes du Collège de Valleyfield (AGEECoV), qui était membre de la CASSÉE. J'ai par la suite occupé le poste de vice-président de l'AGEECoV pendant un an et demi, de l'automne 2006 à l'hiver 2007. Dès mon entrée à l'UQAM, en 2007, j'ai milité au sein de l'association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH-UQAM), notamment lors des campagnes de grève de 2007, de 2008 et de 2009. J'ai également participé activement à la campagne de mobilisation contre la tarification et la privatisation des services sociaux. Pendant tout ce temps, je me suis également impliqué au sein du comité MOB-UQAM. Cette année, j'ai fait le saut au niveau national, d'abord sur le Comité à la mobilisation et, ensuite, sur le Conseil exécutif au poste de Secrétaire aux relations internes dans le but de prêter main-forte à l'ASSÉ dans le cadre de la mise en place d'une campagne qui, espérons le, sera historique : celle contre la hausse des frais de scolarité au nom du droit à l'éducation. Cette lutte, c'est celle qui nous attend l'an prochain.

Au surplus, le poste de Secrétaire aux relations internes me semble le plus adapté à mes capacités. L'idée de faire des tournées et de porter assistance aux associations locales (tant au niveau mobilisation que logistique) me remplit d'enthousiasme. Grâce à mon expérience au sein du mouvement étudiant et de l'apprentissage que j'ai pu tirer de mon passage au Comité de mobilisation, ainsi qu'au sein du Conseil exécutif depuis le mois de décembre, je crois être en mesure de pouvoir appuyer les membres du Conseil exécutif et de m'acquitter des tâches aux relations internes. Je tiens à mentionner, comme je l'avais fait dans ma lettre de candidature pour le Comité à la mobilisation et celle de ma première candidature pour un poste sur l'exécutif : j'ai déjà été impliqué au sein de Québec solidaire (j'ai été candidat en 2008). Depuis, mes opinions politiques personnelles ont beaucoup évolué et depuis, je ne suis plus membre de ce parti et je ne participe à aucune instance non plus. En bref, mon implication à l'ASSÉ (en raison du fait que je crois aux positions d'indépendance face aux partis politiques de l'ASSÉ) et des considérations idéologiques ont fait en sorte que je ne suis plus membre de ce parti politique. Mes motivations politiques actuelles sont de natures syndicales et principalement du syndicalisme de combat en milieu étudiant. Je tiens également à préciser que je serai parti en France du 3 juin au 28 août en raison du fait que j'occupe, depuis maintenant 3 ans, un emploi d'été là bas. Je pourrai aisément entrer en contact avec le reste du conseil exécutif sans problème durant l'été et participer à la préparation de la rentrée.

Que notre lutte soit victorieuse!

Maxime Larue Bourdages - Membre de l'AFESH-UQAM

Candidature de Camille Robert au Comité d'information

Candidature reçue le 5 avril 2011

Appuyée par : l'AECCSSP-UQAM et l'AFESH-UQAM

Après mûre réflexion et plusieurs recommandations, je dépose enfin ma lettre de candidature au Comité à l'information de l'ASSÉ. Suite à une année où le comité a été très peu pourvu, il faut désormais grossir les rangs afin d'assurer une production massive de matériel de mobilisation de qualité. La prochaine année sera déterminante pour les luttes du mouvement étudiant et il est crucial de se doter d'outils d'information qui sauront rejoindre l'ensemble de la population étudiante.

Je viens tout juste de terminer ma deuxième année au baccalauréat en Histoire à l'UQAM. Je suis impliquée dans l'exécutif de mon association étudiante modulaire (AÉMH) depuis l'an dernier et j'ai occupé les postes de responsable aux affaires socioculturelles (2009-2010) et responsable aux affaires externes (2010-2011). L'an prochain, je poursuivrai mon baccalauréat tout en restant active au sein de mon association modulaire. Parallèlement à mon implication dans le mouvement étudiant, j'ai aussi milité dans le Rassemblement des artistes très sensibilisé-e-s (RATS), dans des groupes anticapitalistes comme la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC-2010) et dans l'Union Communiste Libertaire (UCL).

Mon implication dans divers milieux m'a emmenée à produire plusieurs formes de matériel de mobilisation, que ce soit conventionnel (affiches, *tracts*, journaux, autocollants, etc.) ou plus artistique (bannières, masques, cercueils, etc.). Je crois que nous devons diversifier la manière de présenter notre discours afin de rejoindre le plus de gens possible. Au niveau de mes compétences pour le comité, je maîtrise assez bien l'écriture et la correction de textes ainsi que la production d'affiches, d'autocollants et de *tracts* sur Photoshop. Ce qui me motive surtout à me présenter au Comité à l'information, c'est la volonté de repenser les méthodes traditionnelles de production du matériel de mobilisation et je suis persuadée que nous y parviendrons.

Si vous avez des questions ou des commentaires, je vous invite à m'écrire à camille.f.robert@gmail.com ou à communiquer avec moi durant le Congrès. En attendant, vous pouvez visionner le matériel que j'ai produit à ce lien : <http://www.mediafire.com/cfr>

Camille Robert - Étudiante au baccalauréat en Histoire à l'UQAM

Candidature de Guillaume Vézina au poste de Secrétaire à l'information

Candidature reçue le 6 avril 2011

Appuyée par : AEPSM-UQAM et l'AECCSP-UQAM

*« Et si le canadien avait joué comme une équipe de 8e position?
L'histoire s'écrit. »
Concept publicitaire NHL*

La mobilisation sonne à nos portes. Notre mission : mettre nos forces politiques en action. Le conflit se rapproche et il nécessitera beaucoup d'énergies et beaucoup d'émotions. Dans ce contexte, il m'a semblé pertinent de ralentir mes études pour me présenter sur le conseil exécutif de l'ASSÉ au poste de Secrétaire à l'information. Je m'implique depuis quelques années dans le mouvement étudiant. Mes premières expériences remontent à la campagne échouée de GGI de 2007. À cette époque j'étudiais au cégep Maisonneuve. Ensuite, j'ai été représentant pour le module de science politique à l'UQAM et dans les deux dernières années j'ai occupé les responsabilités de coordonnateur à l'externe pour cette association étudiante. De plus, cette année j'ai eu le privilège de coordonner les activités du CRAM (Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal). Ces expériences m'ont permis d'apprendre énormément notamment sur l'organisation politique et les différences entre la théorie et la pratique.

Avec le temps, j'ai eu envie de relever de nouveau défi et de sortir de mon environnement habituel. L'information m'est donc apparue comme toute désignée pour apprendre de nouvelles habiletés et pour travailler dans un contexte différent de celui d'une association étudiante locale. Puisque je n'ai pas de grande capacité en graphisme, j'espère apprendre et surtout je souhaite coordonner la production globale d'information de l'ASSÉ. Ainsi, je voudrais promouvoir une information plus variée dans son articulation tout en ayant un thème visuel plus continu pour qu'une campagne soit un thème graphique et non pas seulement des affiches disparates. Dans l'ensemble, je considère que le travail à l'information doit se faire en étroite collaboration avec les différents Comités et plus particulièrement avec le Comité d'information, le Comité journal et le Comité à la recherche et aux affaires académiques. Ensemble, nous devons nous donner des rôles et des objectifs pour ne pas dédoubler les tâches et pour fournir du matériel pertinent pour toutes les associations étudiantes, peu importe leur contexte social.

Tout comme le travail de production d'information, je considère que le travail sur un exécutif est un travail d'équipe où chaque personne n'est pas simplement confinée dans ses fonctions, mais bien où tous et toutes ont la responsabilité d'assister les autres membres de l'exécutif dans leurs fonctions. En ce sens, je compte bien aider mes autres camarades dans leurs fonctions. De façon plus générale, je considère que les exécutantes et exécutants doivent constamment faire preuve d'humilité face aux associations étudiantes et au Congrès. Ainsi ils et elles peuvent stimuler le débat dans les associations étudiantes, mais elles et ils doivent éviter à tout prix d'imposer leurs opinions personnelles dans les débats.

Finalement, un dernier mot pour rappeler que bien que je considère que le travail au national est très pertinent, il ne faut pas perdre de vue que la lutte s'organise d'abord au local.

Ainsi, le national est un support pour les luttes et les mobilisations local, mais il n'en est pas la principale composante. Pour gagner la prochaine lutte politique nous allons avoir besoin de beaucoup de militant-e-s qui connaissent leur campus et qui vont convaincre leur collègue un a un du bien fonder de notre cause!

N'oublions pas, notre plus grande force c'est d'avoir raison!

Guillaume Vézina - membre de l'AEMSP-UQAM

Candidature d'Élise Carrier-Martin au poste de Secrétaire aux relations internes

Candidature reçue le 5 avril 2011

Appuyée par : SECMV, AFESH-UQAM et AECSSP-UQAM

Le 17 mars dernier, le gouvernement provincial a signé une déclaration de guerre à tous les étudiants et à toutes les étudiantes du Québec en annonçant le montant de la hausse des frais de scolarité. L'année prochaine sera décisive et il nous faut mettre en place un mouvement fort et combatif pour mener la lutte et je crois que l'ASSÉ est la seule organisation en mesure de le faire. C'est donc après une longue réflexion, mais surtout face à mon désir de me battre pour conserver un système d'éducation accessible, de qualité et libre de l'intervention du privé que j'ai pris la décision de me présenter au poste de secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ.

Le rôle de secrétaire aux relations internes

Pour l'année prochaine, je pense que le rôle premier que devront jouer les secrétaires aux relations internes sera de s'assurer et de supporter la mise en place du mouvement de mobilisation contre la hausse des frais de scolarité au sein des associations membres de l'ASSÉ en mettant à la disposition de toutes et tous les ressources nécessaires (travail de terrain, élaboration d'un plan de mobilisation, mise en place de comité de mobilisation locaux, logistique entourant les assemblées générales, production du matériel d'information, etc.). Dans un deuxième temps, une campagne aussi importante que celle de l'année prochaine nécessitera une communication constante entre les différentes associations étudiantes. Un de mes projets sera donc de mettre sur pied un système de conférences téléphoniques qui aurait lieu une fois par semaine avec l'ensemble des externes des associations membres et non-membres souhaitant y participer.

Au cours de mon présent mandat, j'ai eu la chance de faire des tournées dans pratiquement toutes les associations étudiantes membres de l'ASSÉ. Ceci m'a permis de me rendre compte des différences fondamentales que l'on retrouve d'une association à l'autre et de comprendre les réalités locales ce qui devrait m'aider dans le travail que j'aurai possiblement à accomplir au cours de l'année qui s'en vient. De plus, la tâche principale d'un ou d'une interne à l'ASSÉ devrait d'être sur le terrain, dans les campus locaux et c'est bien ce à quoi je compte accorder le plus de temps l'année prochaine si je suis élue.

Par contre, en posant ma candidature, je me dois de vous informer que je serai étudiante au baccalauréat en enseignement pré-scolaire et primaire à l'UQAM l'année prochaine. Il y a donc une possibilité que je sois en stage durant un mois à la session d'hiver 2012, ce qui me laisserait moins de temps pour m'impliquer durant cette période. De plus, je serai membre de l'ADEESE et, par le fait même, membre de la FEUQ pendant la majorité de mon mandat.

La lutte que nous mènerons l'année prochaine sera historique : la victoire est loin d'être garantie, mais la seule certitude que nous avons c'est que si nous ne luttons pas, nous sommes assuré-e-s de perdre.

Solidairement,

Élise Carrier-Martin - Membre de l'AFESH-UQAM

Candidature de Jean-François Filiatrault au Comité aux luttes sociales

*Candidature reçue le 6 avril 2011
Appuyée par : SOGÉÉCOM et AFESH-UQÀM*

Bonjour,

Par la présente, je dépose ma candidature à l'un des postes de membre du Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ.

Communautaire et syndical

Avec la lutte contre la hausse des frais de scolarité qui s'annonce, le mouvement étudiant aura besoin de tout le support populaire et syndical possible. Heureusement, avec la *Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics* de nombreux liens de solidarité sont déjà formés avec des groupes communautaires et quelques syndicats. Je crois qu'il est important et nécessaire de maintenir et enrichir ces liens si nous désirons entreprendre une campagne de *Grève générale illimitée* victorieuse; que ce soit en faisant des présentations dans les Assemblées générales des Syndicats, groupes communautaires, féministes et collectifs progressistes, en participant à la Coalition (que ce soit dans les processus démocratiques ou les actions) et aux coalitions régionales, en créant du matériel de mobilisation commun¹, en organisant des actions et événements communs et en faisant de la mobilisation urbaine².

Luttes en éducation à l'international

Le Comité aux luttes sociales (CLS) a aussi comme tâche de faire le suivi avec les luttes en éducation qui se déroulent sur la scène internationale³. En plus d'aider à la documentation de ces luttes (que ce soit pour des brèves sur le site Internet ou des articles de journaux), je désirerais (avec des tonnes de « *si* ») organiser une tournée de formation-conférence sur les luttes en éducation à l'international (grève, organisation syndicale, revendications, etc.) afin de démontrer que l'ASSÉ et le dégel des frais de scolarités s'inscrivent dans des courants internationaux⁴.

Luttes environnementales

Moins en lien avec la question du dégel des frais de scolarité et de la GGI, je désirerais organiser de nouveau une table nationale des Comités environnementaux⁵ et aider à la création d'un document d'éducation sur l'environnement (plus radical que ce qu'EnJeu⁶ fait..). En dehors des raisons apparentes, ceci viserait aussi à évaluer si un Comité environnemental serait viable à l'ASSÉ.

La lutte à venir

1 En 2007, le MÉPACQ avait créé un document d'éducation populaire sur la gratuité scolaire (plus complet que ce que l'ASSÉ n'a jamais créé). Il n'a pas été utilisé.

2 Le terme n'est pas très adapté vu qu'on peut en faire à l'île d'Orléans, mais en gros c'est mobiliser la population « civile » en opposition à la population « étudiante ».

3 Le CLS était autrefois le Comité aux relations internationales, mais en 2008 pour des raisons politiques (s'aligner plus avec les autres acteurs progressistes) et techniques (le Comité était vide..) il a été transformé pour devenir ce qu'il est actuellement.

4 En 2001, une rencontre étudiante internationale tenue à Montréal (grâce à la SOGÉÉCOM) avait posé les bases de notre analyse sur la question.

5 Vous pouvez consulter les bilans de l'année 2005-2006 pour plus d'informations.

6 Environnement Jeunesse

Avant ce qui suit, je dois avouer ne pas être sur asse-support ni *Facebook* et donc que je n'ai pas une vision bien complète de ce qui se passe⁷, mais j'ai l'impression que peu de débats ont été engagés quant à la prochaine GGI. Je nous inviterais donc à relire les bilans et textes de réflexion des grèves de 2005 et 2007 de même que le matériel produit par l'ASSÉ sur cette question (dont une revue!). Aussi, ne nous attardons pas trop sur les finances d'une éventuelle coalition (un texte écrit et non diffusé en 2007 sera bientôt envoyé) ou ses structures/revendications, mais préparons le matériel et la mobilisation durant l'été (malgré tout ce qui a été dit, je considère que c'est un point central dans les raisons de l'échec de la grève de 2007).

De plus, je suis très septique qu'une équipe nationale uqamienne⁸ (Unisexé? Blanche? Franco? Je rajoute combien de qualificatifs?) soit appropriée pour supporter une grève nationale dont une forte base proviendrait des cégeps. Sans appeler à battre en bloc les candidatures uqamiennes, je rappellerais tout de même que personne n'appliquera sur des postes ou comités occupés rendu à l'automne. Il aurait été intéressant qu'une association ou un groupe de personnes invitent les personnes s'intéressant aux tâches nationales à une rencontre de formation-présentation. Bien qu'il arrive trop tard par rapport à la date limite de dépôt de candidature, peut-être que le Conseil de coordination du 12 avril pourrait en être une tentative. Quoi qu'il en soit, je tiens à dire que de tout temps, personne n'avait les compétences et connaissances nécessaires pour être sur le Conseil exécutif national avant d'y être, et ce peut importe leur expérience.

Quant à moi

Je milite à l'ASSÉ depuis l'année 2006-2007 que ce soit comme militant ou membre des Conseils, Comités et du Secrétariat général (en plus d'être brièvement le salarié de l'ASSÉ). J'ai assisté à la grève de 2005 en tant que *piqueteur* de mon association collégiale et je suis désormais étudiant en sociologie et études féministes à l'UQAM (et par extension membre de l'AEESPC⁹ et de l'AFESH-UQAM¹⁰) depuis l'hiver 2009 ce qui m'a permis, entre autres, d'assister à la Grève uqamienne de soutiens au professeur-e-s. J'ai, au travers de ces expériences, pu me réseauter et me familiariser avec plusieurs groupes; syndicats; tables; collectifs; etc. ce qui m'a fait comprendre le besoin de délaisser le corporatisme étudiant traditionnel et de concrétiser notre solidarité par l'action (on comprendra ici que je m'oppose au retrait de l'ASSÉ de la Coalition et que j'aime bien l'ASSÉ des débuts).

Je désirais au début me présenter comme Secrétaire général de l'ASSÉ, mais avec sa définition actuelle (poste ne comportant aucune part d'autonomie; de travail politique, c'est une sorte d'employé-e non rémunéré-e avec des tâches encore plus plates¹¹), et malgré l'importance que je lui vois, je préfère appliquer à un Comité dont le rôle est moins central dans la grève¹² à venir, mais dont la liberté de travail sera plus grande. J'ai évidemment conscience que mes projets devront être priorités, que certains/malheureusement plusieurs tomberont et que je devrai effectuer certains/malheureusement plusieurs mandats dont je ne

7 Ce qui est proprement aberrant. Facebook a pris une place complètement démesurée disproportionnée dans la vie politique et démocratique de notre syndicat national.

8 Évidemment la critique s'applique à moi aussi et les exceptions ne l'invalident pas.

9 Association des étudiantes et étudiants en sociologie premier cycle à l'UQAM. Membre fondatrice de l'ASSÉ.

10 Association facultaire étudiante des sciences humaines. Association comprenant le membership de l'AEESPC

11 D'ailleurs, des avis de motions ont déjà été écrit pour modifier ce poste s'il y a une association qui veut se pencher sur la question.

12 Bien que je le considère très important, j'ai conscience que ce Comité n'est pas essentiel comme le Comité du journal ou le Comité d'information.

veux pas, mais je tiens tout de même à exposer au Congrès que je désire être élu sur la base de mon « programme électoral » (sic) et non pas sur ma capacité d'accomplir des mandats.

Pour l'autogestion et la gratuité scolaire
Contre le montréalocentrisme et le féminisme de façade

Vive le syndicalisme de combat

Jean-François Filiatrault - Membre de l'AEESPC-UQAM

Candidature de Guillaume Legault au poste de Secrétaire à la coordination

*Candidature reçue le 7 avril 2011
Appuyée par : AÉCSSP-UQÀM*

Bonjour,

«Les gens raisonnables s'adaptent au monde, les gens déraisonnables persistent à tenter d'adapter le monde à eux. Tout progrès, dès lors, dépend de gens déraisonnables.» Shaw

Par la présente lettre, je souhaite déposer officiellement ma candidature au poste de Secrétaire à la coordination. L'année scolaire qui vient sera une année de lutte. Outre cela, ce sera une année de victoires, et ce point n'est pas négociable. Il en va de la pérennité de l'ensemble du mouvement étudiant québécois. Nous devons travailler dès aujourd'hui à organiser demain. Cette lutte, ensemble, nous la remporterons!

C'est d'abord sur un fond de crise que j'ai décidé de déposer ma candidature sur le Conseil Exécutif de l'ASSÉ. La concrétisation de la menace d'une hausse des frais de scolarité a engendré chez moi une colère, mais également un regain de motivation pour l'implication étudiante. Ce serait cependant mentir que d'affirmer que je n'avais jamais songé à me présenter sur le Conseil exécutif de l'ASSÉ auparavant. Les présentes circonstances ne sont qu'une raison de plus qui me motive à vouloir travailler dans sur l'exécutif de notre organisation.

Tout d'abord, voilà quelques mots sur ma propre personne. Je suis présentement étudiant à temps plein à la maîtrise en Science politique à l'Université du Québec à Montréal. C'est également de l'UQÀM que j'ai obtenu mon baccalauréat en science politique à l'hiver 2010. Dans le cadre de mes travaux de recherche, je me concentre présentement sur les transformations syndicales québécoises contemporaines.

Au niveau de l'implication étudiante, bien que j'aie vécu et participé à la grève de 2005, c'est à mon arrivée à l'UQÀM que j'ai commencé à m'impliquer activement dans le mouvement étudiant. La tentative ratée de GGI de l'automne 2007 et la grève de l'hiver 2008 auront chez moi un très grand impact. C'est à cette époque que je commence à militer plus activement dans mon association étudiante d'alors, la Glorieuse AÉMSP. Tout d'abord représentant des étudiant-e-s de première année, puis Coordonateur à l'Interne par intérim, pour, en dernière année de Bacc., être Coordonateur Général de l'AÉMSP, ce parcours m'aura permis de mieux saisir les principes de gestion dynamique d'une association étudiante. Depuis maintenant près d'un an, je suis Coordonateur Général de l'AÉCSSP-UQÀM. Mon implication dans cette association étudiante m'aura permis de parfaire mes connaissances à en ce qui a trait à toutes les différentes fonctions sur le Conseil Exécutif. Les circonstances ont cette année voulu que personne ne se présente au poste de Coordonateur à l'Externe. C'est donc moi qui assume l'intérim de ces fonctions. À l'AÉCSSP, j'ai la chance de travailler avec une équipe dynamique, créative, diversifiée et ouverte ce qui nous permet de bien travailler ensemble, dans une logique de partage de tâches. Cette expérience peut, en partie expliquer ma volonté de me présenter au poste de «coordo». Le poste de secrétaire à la coordination est pour moi le meilleur de tous les postes. Il permet de travailler en lien direct

avec les autres membres d'un conseil exécutif, d'assurer un suivi, de rallier les membres en période de tension ainsi que de voir à aider les personnes qui en ont le plus grandement besoin. Dans un éventuel mandat, j'aimerais travailler à l'harmonisation du travail sur le conseil exécutif et faire en sorte d'éviter une bureaucratisation du travail dans le cadre d'une mobilisation étudiante d'envergure. Le vrai travail, c'est dans la rue que nous le feront!

Au fil du temps, l'implication étudiante, c'est devenu, pour moi, bien plus qu'une cause. C'est devenu une question d'honnêteté avec moi-même. Si je décide en ce moment de me présenter sur l'exécutif de l'ASSÉ, c'est que je me sens outillé et prêt à faire face aux nombreux défis qui nous attendent. De plus, l'an prochain, ayant terminé ma scolarité de maîtrise, je pourrai plus activement consacrer à mon implication sur le Conseil Exécutif. C'est donc avec enthousiasme que j'entrevois la mobilisation l'année prochaine car nous ne pouvons pas nous permettre de baisser les bras. La résistance, ça s'organise, et ça commence maintenant!

Guillaume Legault - Étudiant au 2^{ème} cycle en Science politique à l'UQAM.

Candidature de Gabriel Nadeau-Dubois au poste de Secrétaire aux communications

Candidature reçue le 8 avril 2011

Appuyée par : AECSSP-UQAM et AFESH-UQAM

Camarades,

Cette lettre vous parvient après une longue réflexion, menée conjointement avec mes collègues de l'exécutif et mes proches. Elle a pour objet de déposer ma candidature au poste de Secrétaire aux communications de l'ASSÉ, pour une deuxième année consécutive. Ma vision de l'ASSÉ et du poste de Secrétaire aux communications ayant déjà été largement exposée dans mes précédentes lettres de candidatures, je me concentrerai ici sur les raisons qui m'intiment à poser ma candidature une deuxième fois. Je référerai donc ceux et celles qui désirent en savoir plus sur mon expérience militante, ma vision du poste et mon opinion au sujet du rôle des médias dans la stratégie de l'ASSÉ à mes précédentes lettres de candidature et textes de réflexions.

Il est devenu un lieu commun de souligner à quel point la campagne de l'an prochain sera un point tournant pour l'ASSÉ, voir pour l'ensemble du mouvement étudiant, si ce n'est pas pour l'histoire du Québec. Nous faisons face à une attaque sans précédent : notre riposte doit être à la hauteur. Comme nous le réalisons de plus en plus, les médias, quoi qu'on en dise, auront un rôle à jouer dans notre lutte. Nous devons soit les investir, soit ce laisser investir par eux. Si je pose ma candidature, c'est que je crois fermement en la première option, et que je crois pouvoir faire ma part dans cette direction en tant que Secrétaire aux communications de l'ASSÉ. La couverture médiatique de la manifestation du 31 mars dernier aura, je crois, démontré l'importance de développer une stratégie médiatique intelligente lors de nos actions, aura démontré l'importance de ne pas avoir peur de mettre de l'avant nos porte-paroles dans ces circonstances.

Cette année, à travers de nombreuses erreurs et tâtonnements que je reconnais humblement, j'ai beaucoup appris : sur l'ASSÉ, sur les médias, sur la relation entre les deux. L'année prochaine est trop importante pour qu'elle soit une année d'apprentissage. C'est donc avec cette expérience que je me présente devant le Congrès de l'ASSÉ, pour remplir les fonctions de Secrétaire aux communications. Par cette candidature, je souhaite aussi, par soucis de transparence, annoncer mon intention au Congrès d'occuper les fonctions de porte-parole de l'ASSÉ l'an prochain. Je crois avoir acquis une certaine expérience cette année, expérience qui sera, je crois, forte utile l'an prochain alors que l'ASSÉ sera appelée à commenter ses actions sur toute les tribunes médiatiques.

Évidemment, les nombreuses candidatures à l'exécutif ne sont pas étrangères à cette décision: elles ne peuvent qu'inspirer espoir et confiance en vue de l'an prochain.

Pour des élections démocratiques et transparentes à l'ASSÉ

L'an dernier, des circonstances qui restent encore obscures ont provoqué, pour la première fois de l'histoire de notre organisation, la non-élection de deux candidats sur l'exécutif. Si, sur certains points, des débats francs autour de certaines candidatures étaient

nécessaires, c'est surtout un climat de médisance et de salissage qui fut à l'origine du résultat que l'on connaît. Cette situation regrettable ne doit plus se reproduire.

Si des associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont des réticences autour de ma candidature, je souhaite profondément que ces débats se tiennent dans les espaces prévus à cet effet: les instances légitimes et démocratiques de l'ASSÉ et de ses associations membres. Je suis d'ailleurs prêt à me déplacer dans toute association désirant me poser des questions, que ce soit devant l'exécutif ou l'Assemblée générale.

La lutte de l'an prochain, on l'a dit trop souvent, sera victorieuse ou sera la dernière. Je m'en remets dorénavant aux associations étudiantes membres de l'ASSÉ. À elles de décider démocratiquement et de manière transparente si ma candidature servira cette lutte, dans le cadre des fonctions que je me propose humblement de remplir.

Si étudier est un droit, résister est un devoir,

Solidairement,

Gabriel Nadeau-Dubois - Étudiant en Histoire, Culture et Société et membre de l'AFESH-UQAM

Candidature de Philippe Éthier au poste de Secrétaire aux finances

Candidature reçue le 8 avril 2011

Appuyée par : AECSSP-UQÀM, AGECD, AFESH-UQÀM et AGES

Par la présente lettre, je pose ma candidature au poste de secrétaire aux finances. Cette décision n'est pas le fruit d'une longue et pénible réflexion. Je n'ai passé aucune nuit blanche à me poser cette terrible question : devrais-je me présenter sur l'exécutif de l'ASSÉ? En réalité, l'ampleur de l'attaque à laquelle nous faisons face m'a rapidement convaincu à poser ma candidature pour une deuxième année¹³.

Face à cette attaque historique, nous n'avons pas le droit à l'échec. Une défaite aurait un impact catastrophique non seulement sur la nature de notre système d'éducation, mais surtout sur la société québécoise. Et ce, tout en réduisant à jamais la capacité du mouvement étudiant à s'imposer comme un acteur de changement social. Notre réplique se doit donc d'être organisée et réfléchie. La prochaine lutte sera difficile et nécessitera des sacrifices de chacun de nous. Plus que jamais, nous avons le devoir de nous impliquer, de nous organiser et de croire en ce que nous faisons. La construction de notre réaction doit passer par une réappropriation des structures associatives (nationales ou locales). Ainsi, avoir des exécutifs complets - comprenant la portée historique de leurs actes – ainsi que des comités de mobilisation actifs et populeux m'apparaît comme un objectif à atteindre rapidement.

Mon projet politique : politiser les finances de l'ASSÉ

C'est un fait : le poste aux finances est peu sexy. C'est un poste plate! Malgré ce triste constat, je reste motivé à occuper ce poste. Je dois par contre vous informer que je n'ai aucune connaissance à ce niveau, que je n'ai jamais effectué les tâches relatives à ce poste au sein d'un conseil exécutif. Par contre, je considère que dans le cadre la présente lutte, les enjeux liés aux affaires financières sont beaucoup trop importants pour être délaissés, pour que les finances ne soient pas prises en charge par un exécutant. Mon objectif premier, en présentant ma candidature à ce poste, est de politiser les finances de l'ASSÉ.

Pour mettre fin à l'austérité budgétaire

Loin de moi l'idée de proposer l'ouverture d'une boutique en ligne ou la vente de bons de la victoire, mais dans le cadre de la prochaine lutte nous devons nous assurer de financer convenablement notre lutte, d'avoir les moyens de nos ambitions. Depuis trop longtemps, nous appliquons des mesures d'austérités à l'ASSÉ, nous négligeons la nécessité d'avoir un budget considérable afin de financer tous nos projets. Sans vouloir ériger l'argent comme principale force motrice de la lutte, un constat s'impose : la prochaine campagne va nécessiter beaucoup plus d'argent que les précédentes par son intensité (plus d'instances, d'actions, de tournées mobilisation, de sorties de presse...) Si dans la prochaine année, toutes les associations étudiantes doivent se constituer un fond de grève, l'ASSÉ devra faire de même.

¹³ Si vous tenez absolument à connaître mon parcours militant, je vous invite à lire ma lettre de candidature déposé l'an dernier.

Le sous-financement chronique de notre organisation menace directement sa pérennité, la qualité de nos interventions et donc, la possibilité de mener à terme une lutte victorieuse. Après la grève de 2005, l'ASSÉ traînait une dette de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Vous comprendrez que la présence d'un tel déficit menace directement la survie d'une organisation comme la nôtre et nous devons donc éviter de se retrouver dans une telle situation. À cet effet, je partirai en guerre pour l'atteinte du déficit zéro, et ce, en mettant tout en œuvre pour éviter de se serrer trop la ceinture.

Un troisième interne et cie.

Je tiens à vous aviser que les tâches relatives au secrétaire aux finances ne sont pas pour moi l'élément central de ce que constitue ma vision de mon prochain mandat. Je compte continuer à effectuer de l'interne l'an prochain afin d'appuyer les exécutants ou exécutantes qui seront élu-e-s comme secrétaires aux relations internes. À ce niveau, beaucoup de travail de soutien aux associations membres et non membres, à la mobilisation locale, sera à effectuer. Je crois avoir réussi à acquérir une certaine expérience cette année que je compte mettre à contribution avec mes futur-e-s collègues.

Ma conception d'un conseil exécutif ne se limite pas à des postes ayant des tâches exclusives. Je crois qu'un conseil exécutif est avant tout une équipe de travail. Et c'est dans cet esprit que je vais m'efforcer de soutenir l'ensemble des membres de l'exécutif que ce soit sur le plan de l'interne, de l'externe, de l'information ou encore de la coordination. La coordination de l'ASSÉ l'an prochain sera tout un défi. Lorsque nous auront plusieurs congrès par mois, plusieurs personnes pourraient être nécessaires afin de préparer et coordonner l'organisation de ces instances.

Les réseaux sociaux et le web

Si l'apport des médias dans la construction du mouvement n'est pas à négliger, je crois que les réseaux sociaux seront un vecteur important de mobilisation dans la prochaine lutte et que nous devons rapidement apprendre à les utiliser convenablement. En permettant de démocratiser l'accès à l'information et d'augmenter la rapidité de sa circulation : les réseaux sociaux apportent des éléments intéressants à notre lutte. Bien qu'une étape considérable a été franchie cette année : utilisation de la vidéo, utilisation constante de Facebook¹⁴ et de Twitter, nous devons accélérer le pas et développer une approche propre à l'ASSÉ.

En guise de conclusion, je crois nécessaire la présence d'une équipe forte et complète à l'ASSÉ (incluant les comités, le conseil exécutif et la permanence) l'année prochaine. Le congrès devrait accorder une attention particulière à l'élection d'une équipe voulant et ayant la capacité de travailler ensemble. L'élection d'un exécutif incomplet ou encore dysfonctionnel nuira à notre capacité de contrer la hausse. D'énormes défis nous attendent et dès cet été, nous devons nous mettre à l'oeuvre afin de préparer une campagne qui sera, je l'espère, victorieuse.

Philippe Ethier - Étudiant et membre de l'AFESH-UQAM

¹⁴ Je tiens à préciser que nous sommes actuellement l'organisation nationale étudiante ayant la plus de Fans sur Facebook !

Candidature de Gabrielle Desrosiers au Comité femmes

*Candidature reçue le 8 avril 2011
Appuyée par : SECMV et AFESH-UQÀM*

« La radicalité est toujours créatrice par le sens critique qui l'alimente »
-Paulo Freire

Militantes, militants et féministes,

Je présente pour une nouvelle année ma candidature au comité femmes de l'ASSÉ. J'avoue avoir hésité avant de prendre cette décision. L'année qui s'est écoulée m'a permis de constater que faire partie du comité femmes et s'y impliquer activement, c'est lourd à porter. Le travail consiste entre autres à endosser une lutte quotidienne dans les instances de l'ASSÉ et porter une perspective féministe dans les actions, productions et activités de l'ASSÉ, en n'ayant qu'un soutien concret limité de la part du conseil exécutif, des autres comités et conseils pour y parvenir. C'est aussi travailler pour amener les différentes tendances du mouvement étudiant à considérer les luttes féministes comme allant de pair avec la sienne et non plus comme de simples luttes à mener en parallèle. L'année qui s'en vient m'apparaît des plus inquiétantes pour deux raisons;

- la hausse qui nous menace est un danger d'amputation tangible à l'accessibilité aux études universitaires;
- la lutte à la hausse risque de taire complètement les luttes féministes qui se retrouvent déjà à la queue du peloton dans celles que mènent l'ASSÉ (seule association nationale du mouvement étudiant dans laquelle celles-ci figurent à la liste des préoccupations).

L'ASSÉ se revendique féministe, mais cette affirmation est loin d'être appliquée, légitimisée et acquise. Dans un contexte de grève, le respect des positions féministes de l'ASSÉ risque d'être encore plus fragile et par conséquent être membre du comité femmes ça a été et sera tout un mandat.

Contribuer à l'organisation étudiante en milieu non-mixte est une expérience qui m'a énormément nourrie. Malgré toutes les difficultés inhérentes à la participation au comité femmes, la perspective de poursuivre ce travail politique que je juge essentiel m'est très motivante et voilà pourquoi je me présente.

Dans l'espoir de nous voir solidaires dans nos luttes,

Gabrielle Desrosiers – Membre de l'AFESH-UQÀM

Candidature de Jean-Michel Thériault au poste de Secrétaire aux relations externes

*Candidature reçue le 8 avril 2011
Appuyée par : AFESH-UQAM.*

Camarades et ami-e-s bonjour,

La présente lettre a pour but de présenter ma candidature comme secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ.

Je cumule, à mon sens, un intéressant bagage de militantisme à l'ASSÉ : comité de mobilisation, comité formation, coordonateur par intérim et secrétaire aux relations internes. Il me semble important de revenir sur cette dernière implication. Ainsi, lors de l'année 2007-2008, durant la dernière campagne de grève générale illimitée, je siégeais sur le conseil exécutif, j'étais donc aux premières loges afin de constater la débâcle. Il me serait, par ailleurs, impossible de minimiser l'impact de cette défaite sur mon développement militant et des leçons que j'en ai tirées : le manque de stratégie, d'organisation et de réflexion auront été fort coûteux. C'est en priorité cette expérience que je veux partager et qui me pousse à revenir sur le conseil exécutif. En outre, mon militantisme à l'ASSÉ me permet de constater nombre de changements récents qui honnêtement me déplaisent. Ainsi, si je planifie revenir sur l'exécutif, c'est aussi en tant que tenant d'une tradition, d'habitudes de travail, voir même d'un certain radicalisme que certaines personnes tentent de marginaliser. Toutefois, que cela soit clair, cette candidature ne constitue pas une déclaration de guerre à l'encontre d'autres membres du conseil exécutif ou de certaines factions au sein de l'ASSÉ, je suis quelqu'un qui est capable de travailler avec les différentes tendances, ce qui sera nécessaire dans l'année à venir; s'il nous faut débattre, nous ne pouvons nous entre-déchirer.

En conclusion, si je me présente au poste d'externe, c'est principalement dans l'idée de travailler à l'élaboration d'une coalition de grève autour de l'ASSÉ, une telle structure sera nécessaire si nous voulons un mouvement populaire et éviter la récupération des fédérations étudiantes.

Salutations militantes,

Jean-Michel Thériault – Étudiant en histoire à l'UQAM

Candidature de Fanny Lavigne au Comité femmes

Candidature reçue le 9 avril 2011

Appuyée par : SECMV

Bonjour,

C'est avec fébrilité que je vous dépose aujourd'hui ma lettre de candidature au sein du comité femmes de l'ASSÉ. Devant le travail de mobilisation de premier plan qui nous attend face à cette attaque au droit à l'éducation, je considère qu'il est primordial que les luttes et réflexions du comité femmes se poursuivent dans les associations étudiantes et surtout, qu'elles s'inscrivent en lien avec les revendications principales de l'ASSÉ.

Au sein du SECMV

Je termine cette session le programme *Techniques de travail social* au Cégep Marie-Victorin. J'ai commencé à m'impliquer dans le mouvement militant étudiant auprès du SECMV à l'automne 2009, au cœur des mobilisations contre les projets de gouvernance dans les cégeps et les universités. Interpellée par l'idée de vouloir m'impliquer plus, j'ai choisi, dans le cadre d'un de mes cours dans ma technique - Projet d'intervention communautaire - de me joindre à un projet en partenariat avec le SECMV. Ainsi, j'ai pu prendre contact avec le milieu militant en y intégrant ma passion pour le travail social. À la session d'hiver 2010, j'avais le désir de m'investir plus au SECMV et j'ai décidé de faire le saut sur le conseil exécutif. J'ai tout d'abord occupé le rôle de coordonnatrice à la mobilisation, puis, à l'automne 2010, celui de coordonnatrice à l'externe. Il est bien difficile de décrocher complètement d'une implication qui nous tient à cœur. Ainsi, bien qu'étant en stage 4 jours par semaine cette présente session, j'essaie de tourner mon agenda dans tous les sens, pour pouvoir continuer de m'impliquer au SECMV. J'ai réussi à pouvoir me sauver de mon stage pour participer à plusieurs assemblées générales et rencontres du comité mob cette session, en plus d'inévitablement venir passer mon temps dans le douillet local du SECMV lors de ma journée de cours!

Je considère que, malgré ma courte implication dans le milieu militant étudiant, mon passage au SECMV m'a permis de développer des outils, mais surtout, une passion et des convictions concernant la défense des droits et le militantisme.

Au sein de l'ASSÉ

Il y a maintenant un an, je participais à mon premier congrès de l'ASSÉ en tant que déléguée du SECMV. J'ai appris à découvrir cette organisation au cours de la dernière année. Je considère que l'ASSÉ est le meilleur véhicule de changement social qui existe actuellement, dans le milieu militant étudiant. Le syndicalisme de combat m'apparaît comme essentiel dans les différentes luttes que mènent les étudiants et étudiantes. L'éducation est un droit pour lequel je suis prête à me battre et à prendre les actions qui seront nécessaires. Malgré ma courte histoire d'implication au sein de l'ASSÉ, j'affirme qu'il doit y avoir place à des réflexions critiques sur notre organisation. En ce sens, j'endosse toujours le texte de réflexion « *Comment la base militante étudiante peut-elle se réapproprier l'ASSÉ?* », présenté dans le cahier de congrès du 4 décembre 2010, que j'ai signé avec d'autres étudiants et étudiantes. Les préoccupations mentionnées dans ce texte m'habitent encore. Je veux faire un pas de plus pour m'impliquer à la résolution de ces préoccupations. Puis, il m'apparaît primordial d'être à l'écoute des réflexions et critiques. Un débat sain, autant dans les instances locales que nationales, me motive à apprendre pour m'améliorer.

Je ne considère pas tout connaître de notre organisation nationale, ni d'en être une «experte». J'en apprend tous les jours, de mes erreurs et expériences, dans les livres, auprès des personnes qui m'entourent. En fait, je ne me considère pas comme une experte de quoi que soit. Que ce soit dans mon implication au sein du SECMV, à l'ASSÉ, dans le milieu communautaire et du travail social. Il n'en serait pas différent au sein du comité femmes.

Au sein du Comité femmes de l'ASSÉ

Les enjeux féministes m'ont toujours intéressée. Les différents cours que j'ai eu en travail social, qui ont abordé les luttes des femmes et les enjeux de société reliés m'ont donné envie d'approfondir mon analyse, ma recherche et ma réflexion. En ce sens, je me suis impliquée ponctuellement avec le comité femmes cette année (concernant la MMF et le camp de formation d'automne de l'ASSÉ) et je dois dire avoir eu la piquûre! De plus, j'entreprendrai l'année prochaine le *Certificat en études féministes* de l'UQAM, question de pousser ma réflexion encore plus. Ma démarche au sein du comité femmes se voudrait aussi une suite à ma réflexion sur le féminisme.

Je souhaite m'impliquer au sein du comité femmes pour non seulement apprendre et approfondir mes connaissances sur les enjeux féministes, mais aussi pour pouvoir prendre part à la mise en action de la lutte contre le patriarcat. Que ce soit au sein des associations étudiantes locales ou dans les instances nationales, l'implication des étudiants et étudiantes est primordial. En ce sens, je considère que le rôle du comité femmes de l'ASSÉ est avant tout d'accompagner et d'être présent pour fournir toute aide demandée dans les comités femmes locaux, les exécutifs locaux et tous autres étudiants et étudiantes qui désirent s'impliquer dans les luttes féministes. De plus, je suis d'avis que le comité femmes se doit de travailler en collaboration avec les autres instances, comités et conseils de l'ASSÉ. Malgré que cela ne soit pas toujours facile et qu'il existe au sein de l'ASSÉ des divergences d'opinions quant au féminisme, il m'apparaît primordial de favoriser la collaboration et la communication entre toutes ces instances. Enfin, les revendications portées par le comité femmes se doivent, à mes yeux, d'être intégrées aux revendications principales de l'ASSÉ. L'idée d'une campagne commune qui permettrait, entre autre, une analyse féministe de la hausse des frais de scolarité et de ses répercussions tout en continuant la lutte constante contre l'idéologie patriarcale dominante, sous toutes ses formes, dans notre société me motive énormément.

En bref

En bref, c'est avec beaucoup de nervosité, d'excitation et de motivation que je dépose ma candidature au sein du comité femmes. Bien que j'aie une vision critique de l'ASSÉ, je considère que c'est en s'impliquant que nous arriverons à bâtir un réel rapport de force face au pouvoir. L'attaque au droit à l'éducation est et sera certes au cœur de la lutte que nous mèneront au cours des prochains mois, mais il m'apparaît important d'intégrer à cette campagne une analyse et des enjeux féministes. Le patriarcat ne prend pas de vacances et il nous appartient alors de résister et de lutter.

Si vous avez des questions, préoccupations ou commentaires, n'hésitez pas à me rejoindre par courriel (fanny_lavigne@hotmail.com) ou par téléphone au 514-915-3996. Pour reprendre les propos d'Audrey Simard, dans sa lettre de candidature qui se retrouve dans le cahier de congrès du 4 décembre dernier,

« Féministement et solidairement vôtre »,
Fanny Lavigne - Membre du SECMV

Candidature de Alexandre Antaki au Comité journal

*Candidature reçue le 11 avril 2011
Appuyée par : AFESH-UQAM.*

Un modéré, c'est un monsieur qui s'occupe modérément des intérêts d'autrui. - Jules Renard

*Une personne modérée, c'est quelqu'un ou quelqu'une qui s'occupe modérément des intérêts d'autrui.
- Alexandre Antaki*

Voilà!

Je pose ma candidature. Après une session au comité info, je change d'air un peu en allant au journal. Le comité information est rempli de candidatures de plein de bon monde, l'exécutif de l'ASSÉ et de l'AFESH sont pleins aussi. «Alors, me dis-je, allons donc au Journal!»

C'est que la tâche est importante, c'est le plus meilleur outil de l'ASSÉ pour rejoindre les étudiantes et les étudiants de tout acabit. L'année qui arrive s'annonce cruciale et tout le reste... GGI!

J'ai déjà écrit et aidé pour quelques parutions de l'Antigone, le journal du comité mob de BdeB.

Personnellement, ça ne m'intéresse pas vraiment d'écrire, quoique je le ferais quand même sûrement. Je vais surtout faire de la mise en page, de la coordination et de la couverture d'événements.

Ma vision du journal?

Rapidement, je crois que les dossiers spéciaux, que j'aimais bien, n'ont pas eu l'air de marcher. Je pense qu'il ne faut pas mettre le concept à la poubelle mais il faut le faire de manière plus subtil.

Je pense qu'il faut multiplier les express, surtout en temps de grève.

Il faut faire, tant qu'à moi, des retours sur les décisions de Congrès dans le journal, quitte à ce que ce ne soit qu'un petit encadré en 3e page (par exemple).

Mais bon, c'est juste mon opinion, on fera un peu de dialectique et faire ce que les gens veulent bien.

C'est ça qui est ça.

Alexandre Antaki – Étudiant libre à l'UQAM

Candidature de Vanessa L'écuyer au Comité Femmes

*Candidature reçue le 11 avril 2011
Appuyée par : AFESH-UQÀMr*

Salut,

Cette lettre est pour me présenter à vous et pour vous annoncer mon désir d'être élue membre du Comité femmes de l'ASSÉ pour une deuxième année consécutive. L'an passé à pareille date, j'ai écrit une lettre pour le congrès annuel 2010, étant principalement motivée par l'idée de m'impliquer pour la première fois dans une des luttes féministes... ne sachant certainement pas à quels endroits prioritairement donner des «coups de barres» au patriarcat et comment le faire. Le mouvement étudiant m'avait alors semblé un endroit confortable, puisque j'y traînais depuis déjà quelques années. Il adonnait par le fait même que j'étais membre d'un syndicat national, l'ASSÉ, qui avait justement un comité-femme. C'était là que j'allais pouvoir déverser mon énergie militante féministe de novice! Beaucoup de questions, alors, de débats, d'enthousiasme dans ma tête, de peurs, aussi, c'est sûr. Peut-être que faire un bilan de la dernière année serait un peu pompeux de ma part... Je me (et vous par la même occasion) suggère seulement de regarder par-dessus mon épaule pour voir le chemin parcouru au sein du Comité. Certaines personnes y verront peut-être une pertinence de ma présence à nouveau sur le Comité femmes pour 2011-2012.

Je crois que nous avons passé une année intense au Comité femmes. Ce fut l'occasion de faire des actions et de la mobilisation auprès de personnes incroyablement intéressantes, inspirantes et stimulantes au niveau politique (bien que ces personnes ne semblent parfois pas le savoir elles-mêmes – ha, féminisme-s, quand tu nous tiens!). J'ai eu la chance de travailler avec de nombreuses personnes inspirantes aussi, dont, en tout premier lieu, les trois femmes avec lesquelles j'ai traversé cette année, Audrey, Gabrielle et Camille. C'est avec tristesse que nous dirons au revoir à certaines et avec joie que nous accueillerons les nouvelles personnes, dont Fanny, qui sauront facilement se trouver une place, j'en suis convaincue!

Au sujet de cette année qui vient de passer, je peux dire qu'elle était frustrante, mais tellement formatrice! Il faut cependant souligner que ce sont nos conditions de Comité qui créent cette dynamique. Nommons simplement, à titre d'exemple, l'autonomie financière du Comité – nous n'avons pas de budget, géré par nous, pour mener à bien des projets féministes... Cette situation, jumelée étroitement à une certaine hiérarchisation des luttes qui infériorise les luttes féministes au sein de l'ASSÉ dans toutes sortes de contextes incroyablement variés, crée une situation parfois, trop souvent, problématique. Il est alors doublement difficile de mener à bien des projets féministes, ou incorporant une perspective féministe, quels qu'ils soient.

Pour moi, le comité-femmes, c'est une forteresse, un truc un peu bizarre vu de l'extérieur, quelque chose d'incompris plus souvent qu'autrement... quelque chose, en somme, que, je le regrette, plusieurs personnes ne voient pas la pertinence à la première analyse, dans un syndicat national étudiant de surcroît. Personnellement, c'est en y étant plongée jusqu'au cou, en le vivant, en étant entourée de féministes et de véritables pro-

féministes que j'ai pu saisir la profondeur du potentiel que le Comité femmes a d'apporter une critique au mouvement étudiant et à l'ASSÉ. De par notre posture féministe, il est possible de déceler les rapports de pouvoir, certaines tendances ou actes qui ne sont pas d'emblée remis en question. Il est aussi possible de tenter d'agir sur des situations, où sans le Comité femmes, il n'y aurait pas d'espace pour les remettre en question et travailler à les changer. Cette position, adoptée par le Comité femmes, a certainement quelque chose de dérangeant, mais son importance et sa pertinence repose sur le fait que les critiques et analyses du Comité femmes sont faites dans la perspective de respecter le mouvement étudiant et de chercher à l'améliorer par le débat.

Devant une année de lutte, le Comité femmes sera appelé à tenir un rôle critique sans répit, mais aussi, j'espère, à continuer d'être, le plus possible, un point d'ancrage à partir duquel il sera possible de dégager des espaces sécuritaires d'expression et de revendications pour les gens qui sont trop souvent oubliés dans (la foulée de) la lutte, dont les femmes. Cela semble un objectif beaucoup trop grand, mais, je tenais tout de même à vous le partager pour que vous compreniez les motivations premières qui orientent mes actions féministes au sein de l'ASSÉ.

Vous aurez compris au cours de l'année que je ne suis pas une personne qui se sent vraiment à l'aise dans les hautes instances d'influence et de pouvoir de l'ASSÉ, soit le COCO et le congrès... Cependant, c'est à partir de mes quelques expériences, d'une analyse féministe qui m'a permis de comprendre que ce n'était peut-être pas juste moi le problème là-dedans et surtout des précieux conseils et discussions avec des femmes et des hommes avec lequel-les j'ai travaillé cette année que je me lance le défi, en solidarité avec mes collègues du Comité, de mener (d'entrer dans) la lutte qui se produit dans les instances, au sein de notre organisation... et une lutte, ça commence par une présence et une juste prise de parole et de position dans les débats de ma part.

Je voulais faire une lettre courte, ça n'a pas fonctionné, merci de m'avoir lu jusqu'à la fin,

Vanessa L'écuyer
Membre de l'AFESH-UQAM

Textes de réflexion et bilans

Vers une manifestation conjointe?

par le Conseil exécutif

Ce texte a comme objectif d'initier une réflexion dans les associations membres de l'ASSÉ au sujet du plan d'action de l'an prochain, particulièrement en ce qui a trait aux relations avec les autres organisations nationales étudiantes. Quelque temps avant la manifestation du 31 mars dernier, l'exécutif de la Fédération Étudiante Collégiale du Québec (FECQ) avait approché l'exécutif de l'ASSÉ afin de transformer la manifestation nationale de l'ASSÉ en une manifestation conjointe entre les deux organisations. À ce moment, l'exécutif avait évidemment signalé à l'équipe de la FECQ que le court délai leur empêchait de consulter de manière réellement démocratique et transparente les associations membres de l'ASSÉ sur le sujet.

Cette fois, l'exécutif souhaite que le débat se tienne dès maintenant dans les associations membres : l'ASSÉ devrait-elle faire une manifestation conjointe avec d'autres organisations nationales étudiantes au cours de l'année à venir? Suite à de longs débats en exécutif, nous sommes venus à la conclusion qu'une telle collaboration pourrait être bénéfique. Toutefois, si celle-ci a lieu, elle ne doit pas se faire à n'importe quel prix et c'est en ce sens que nous évoquons la possibilité d'organiser une grande manifestation étudiante dès l'automne prochain.

Les raisons ayant motivé cette proposition

Tout au long de l'année, la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité a démontré clairement que certaines associations étudiantes et organisations nationales étudiantes s'organisent de manière combative, d'autres moins. Il serait bien prétentieux d'affirmer que, depuis l'annonce de la hausse des frais de scolarité, seules les associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont organisé une riposte énergique. Plusieurs associations membres de la FECQ ont en effet tenu des journées de grèves, organisé des actions plus dérangeantes et participé à la manifestation de l'ASSÉ. Il faut également souligner que la FECQ elle-même organisa quelques coups d'éclat. De plus, le Conseil exécutif de la FECQ a, tout au long de l'année, fait preuve de bonne foi envers notre organisation : aucune dénonciation de nos actions, appel à participer à notre manifestation le 31 mars, redirection des journalistes vers nos porte-paroles lors de cette manifestation, etc. Cette ouverture de la part de l'équipe de la FECQ s'explique fort probablement à la fois par le mandat donné par ses associations membres et par les revendications de plusieurs associations étudiantes, souvent proches de celles des membres de l'ASSÉ. Pour ces raisons, la possibilité d'une action conjointe avec la FECQ à l'automne nous semble envisageable.

Dans la mesure où il nous semble évident que l'ASSÉ n'arrivera pas, à elle seule, à créer le rapport de force suffisant pour faire plier le gouvernement sur la question de la hausse des frais de scolarité, mais gardant également à l'esprit qu'il ne faut pas, au nom de cette réalité, faire trop de consensus au niveau de nos positions politiques fondamentales

(syndicalisme de combat et gratuité scolaire), le Conseil exécutif considérait que cette occasion pourrait être un bon test au développement d'une stratégie minimalement concertée autour de l'éventuel projet de grève générale illimitée. Voilà pourquoi le Conseil exécutif a pris l'initiative d'inclure dans le cahier du congrès annuel une proposition de manifestation conjointe avec la FECQ.

Déjà, des propositions ont été émises par certaines associations étudiantes afin d'organiser une manifestation conjointe avec l'ensemble du mouvement étudiant. Nous invitons donc également les associations étudiantes à se positionner sur cette possibilité. L'intention du Conseil exécutif est avant tout d'amener le débat au sein des assemblées générales locales et nous invitons donc les associations membres de l'ASSÉ à se positionner sur la question.

Stratégie pour éviter la récupération du mouvement de grève

Pourquoi et comment collaborer avec les fédérations étudiantes?

Par Alain Savard

Le présent texte se veut un apport au débat qui a éclaté dernièrement suite à la proposition de l'exécutif d'organiser une manifestation commune avec la FECQ à l'automne prochain. D'emblée, il faut préciser que ce texte n'apportera pas de réponse sur la question précise de la manifestation commune. C'est à la stratégie d'ensemble de l'ASSÉ dans le cadre d'une future grève générale qu'il faut s'attarder pour bien aborder la question de la manifestation commune. En dehors d'un plan global, la manifestation, commune ou pas, n'a que peu de répercussions.

Ainsi, la question de fond qui se pose en ce qui a trait aux fédérations étudiantes est celle de notre plan d'action pour éviter la récupération du mouvement de grève. Que faire pour que le scénario de 2005 ou celui de 1996 ne se répète pas? Que faire pour éviter que l'exécutif des fédérations étudiantes négocie au nom du mouvement au complet et recommande une entente à rabais? Que faire pour que, si une telle situation survient, le mouvement ne s'écrase pas et garde assez de vigueur pour continuer la lutte?

Notre meilleur rempart contre la récupération, c'est l'autonomie de nos bases...

Avant d'en arriver à l'aspect de la collaboration avec les fédérations étudiantes, il faut souligner qu'en bout de ligne, c'est la capacité des associations étudiantes à tenir la grève jusqu'au bout, en dépit des mots d'ordre et des ententes à rabais, qui constitue l'ultime ressource dont nous disposons pour éviter la récupération. Qu'une entente soit conclue ou non, du moment où un événement quelconque pousse l'une des parties (par exemple, la FEUQ) à recommander l'acceptation d'une entente à rabais, il ne reste alors qu'un seul rempart pour éviter la récupération : c'est notre capacité à continuer la grève et à désavouer le mot d'ordre.

Le travail à faire pour consolider nos bases afin qu'elles soient prêtes à aller jusqu'au bout en dépit d'une tentative de récupération est colossal, mais il va de pair avec le travail de mobilisation pour la grève générale illimitée. Il sera important, dans tous les cas et indépendamment de la stratégie pour laquelle nous optons, de faire un travail d'information préventif sur les possibilités de récupération.

...mais nous n'avons rien à perdre à tenter une collaboration avec les fédérations étudiantes.

Il serait toutefois possible d'éviter le scénario de récupération en négociant une entente avec les fédérations étudiantes. L'idée générale serait, minimalement, de proposer une entente de solidarité qui implique que chacune des organisations refuse de négocier avec le gouvernement si le gouvernement exclut l'une des associations étudiantes (par exemple, l'ASSÉ) du processus de négociation. Cela neutraliserait la stratégie gouvernementale qui a consisté, par le passé, à marginaliser la faction la plus radicale du mouvement en refusant de négocier avec celle-ci, puis à légitimer une entente négociée avec les représentants «légitimes» des étudiant-e-s pour mettre fin à la contestation.

Rien ne nous assure que les fédérations étudiantes accepteraient une telle proposition ou la respecteraient au moment crucial de la mobilisation, mais nous n'avons rien à perdre à faire une telle proposition. Si jamais ils refusent, alors nous en serons au même point que si nous ne l'avions jamais proposé. Dans le cas où ils accepteraient une entente mais où ils ne la respecteraient pas, notre légitimité à poursuivre la grève en dépit d'une entente à rabais se trouverait renforcée. Nous serions alors dans une situation au moins équivalente, sinon avantageuse par rapport à un scénario de récupération conventionnel (où aucune entente n'aurait été conclue).

Trois propositions d'entente

À des fins exploratoires, voici trois propositions parallèles pouvant chacune faire l'objet d'une entente avec les fédérations étudiantes.

L'entente de solidarité : *Que chacune des associations étudiantes nationales refuse de négocier avec le gouvernement si celui-ci exclut l'une d'entre elles.*

Cette proposition est minimale, mais elle n'est pas suffisante en soi. Elle permettrait de neutraliser les tentatives du gouvernement pour diviser le mouvement grève, mais même si les fédérations étudiantes exigent la présence de l'ASSÉ lors des tables de négociations, rien ne garanti que la FEUQ ne recommandera pas quand même une entente à rabais à ses membres. La présence de l'ASSÉ aux tables de négociations ne changera probablement rien au niveau de combativité de la FEUQ. Il est alors possible qu'une proposition du ministre émerge des négociations, et que malgré le fait qu'elle ne fasse pas consensus entre les associations nationales, la FEUQ décide tout de même de la recommander, car elle croit que ses membres ne veulent pas continuer la grève plus longtemps. Pour éviter un tel scénario, il faudra alors s'entendre sur un second principe.

L'entente de non-recommandation : *Que les associations étudiantes nationales s'engagent à ne pas recommander une proposition du gouvernement à ses membres afin de laisser réellement aux assemblées générales locales le dernier mot quant à la poursuite de la grève.*

Une telle entente (idéalement jumelée avec l'entente de solidarité) permettrait de neutraliser complètement un scénario de récupération comme on l'a vu dans le passé. Cela n'empêcherait pas les associations étudiantes moins combattives d'accepter une offre insatisfaisante, mais la grève pourrait au moins se poursuivre jusqu'au bout du réel rapport de force que le mouvement aura pu créer. À partir de là, c'est le niveau de mobilisation à lui seul qui déterminera jusqu'où nous irons.

À ces deux propositions, qui visent à éviter la récupération, nous pouvons en ajouter une autre, dont l'objectif est d'un autre ordre.

L'entente de non-dénonciation : *Que les associations étudiantes nationales s'engagent à ne pas dénoncer dans les médias les actions entreprises par les étudiant-e-s et respectent la diversité des tactiques.*

À l'ASSÉ, le recours aux actions directes fait partie de la stratégie globale de construction du rapport de force face au gouvernement. La FECQ et la FEUQ ont également utilisé de tels moyens à l'occasion, mais leur stratégie médiatique a historiquement consisté à condamner publiquement celles-ci afin de rester « crédible » aux yeux de la population et du

gouvernement. Or, cette attitude médiatique pose des problèmes pour la légitimité à l'interne du recours aux actions directes. En dénonçant publiquement ce genre d'action, les fédérations étudiantes reproduisent l'idée qu'il existe une faction « violente » au sein du mouvement étudiant, à laquelle serait opposée une faction « pacifique ». Il faut éviter la marginalisation de ceux et celles qui posent les actions directes afin de ne pas affaiblir la capacité globale du mouvement à établir un rapport de force face au gouvernement. Une entente de non-dénonciation permettrait de limiter cette marginalisation, car les associations nationales s'engageraient alors à ne pas condamner les actions directes.

Considérant l'historique des fédérations étudiantes, on est en droit d'être sceptique quant à la possibilité réelle d'en arriver à de telles ententes. Mais même si le tout est peut-être vain, nous n'avons rien à perdre de tenter la démarche. Au final, cela ne mobilisera qu'une infime fraction de nos ressources et pourrait potentiellement nous aider beaucoup dans la lutte à venir.

Deux remarques pour conclure

Il est important de noter que, dans notre approche aux fédérations étudiantes, il pourrait être pertinent de faire une distinction entre la FECQ et la FEUQ. Bien qu'historiquement les deux organisations ont souvent adopté des plans d'action très similaires, il ne faut pas exclure la possibilité que la FECQ soit plus encline à accepter et à respecter une entente que la FEUQ. En terme de membership, les associations étudiantes membres de la FECQ représentent une part importante (et même équivalente à celle de l'ASSÉ) de la population étudiante au cégep qui est susceptible de mener une grève générale illimitée.¹⁵ À l'inverse, les associations membres de la FEUQ (souvent, des fédérations d'associations de campus universitaire) ont un mode de fonctionnement qui rend presque impossible les grèves générales. Il faut également noter que, même en 2005, la FECQ, contrairement à la FEUQ, n'avait pas recommandé la proposition de fin de grève à ses membres et avait déclaré alors qu'il était du ressort des assemblées locales de statuer sur la question.

Finalement, vous aurez remarqué qu'il n'a jamais été question de la TACEQ jusqu'à présent. C'est qu'il est difficile de cerner cette jeune organisation ayant eu des problèmes structurels récurrents dans ses modes de consultation et de décision, affectant jusqu'à présent sa capacité à formuler une ligne politique claire. Malgré cela, tout comme pour les fédérations étudiantes, nous n'avons rien à perdre à leur proposer le même type d'entente qu'aux autres.

- Alain Savard

Membre de l'AECSSP-UQAM et Coordonateur aux communications à l'AFESPED-UQAM

¹⁵ Si l'on se base sur les données de 2005, on peut évaluer qu'il y a, au sein de la FECQ, une quinzaine de cégeps représentant environs 30 000 étudiant-e-s qui sont susceptibles d'entrer en grève générale illimitée. Quant à elle, l'ASSÉ regroupe huit cégeps fréquentés par quelques 30 000 étudiant-e-s et ces campus sont tous susceptibles de participer à la GGI. En 2005, les cégeps maintenant regroupés par l'ASSÉ ont toutefois été plus longtemps en grève que ceux de la FECQ.

Propositions

1.0 Procédures

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose l'adoption du procès-verbal des 12-13 février 2011.

1.4 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes du déroulement du Congrès.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes des procédures faite par le praesidium.

2.0 Bilan

2.1 Associations étudiantes

1. Le Conseil exécutif propose un tour de table de toutes les associations étudiante dans le but de faire un bilan de la situation au local.

2.2 Comités et Conseils

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes du bilan des activités du Conseil exécutif suivie d'une période de questions de 10 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes du bilan des activités de chaque comité suivie d'une période de question de 5 minutes.

3.0 Revendications

3.1 Campagne 2011-2012

1. L'AEMSP-UQAM propose que les revendications de l'ASSÉ pour la prochaine campagne soient :

- Contre toute hausse de frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire;
- Pour un financement public et indépendant du privé dans l'éducation.

2. L'AEMSP-UQAM propose que l'ASSÉ élabore un document de négociation avec le gouvernement qui suit notamment les positions suivantes :

- Que soit aboli le financement par équivalent étudiant à temps plein (EETP), dans le but de minimiser la concurrence ente les universités;
 - Que l'argent de la « Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation » soit réinvesti dans une éducation de qualité;
 - Que la contribution du privé dans les budgets des institutions postsecondaires soit abolie.
- Que ce document soit proposé officiellement au Congrès d'automne.

3. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur la plate-forme de revendications de la campagne pour l'année 2011-2012.

4. Le Conseil exécutif propose que la campagne de l'année 2011-2012 de l'ASSÉ se nomme « L'éducation est un droit; non à toute hausse de frais ! »

5. L'AECSSP-UQÀM propose que la prochaine campagne de l'ASSÉ soit contre la hausse des frais de scolarité et des frais afférents et que les revendications soient les deux suivantes :
- Contre toute hausse des frais de scolarité et des frais afférents dans une perspective de gratuité scolaire.
- Pour un financement public de l'éducation postsecondaire.

6. L'AECSSP-UQÀM propose que l'argumentaire contre la hausse des frais de scolarité soit basé sur l'idée de mal financement;
Que les propositions de sources de financement supplémentaires soient articulées comme solutions alternatives pour augmenter le financement de l'éducation postsecondaire.

4.0 Plan d'action

4.1 Luites en éducation

1. L'AEMSP-UQAM propose qu'il y ait une grande manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité comme moment fort de la session (Fin octobre, début novembre).

2. L'AEMSP-UQAM propose la grande manifestation nationale soit accompagnée d'une journée de grève nationale.

3. L'AEMSP-UQAM propose que l'on appelle à une journée de perturbation économique qui fera suite à la grande manifestation (Fin novembre).

4. L'AEMSP-UQAM propose que l'ASSÉ invite le premier ministre ainsi que la ministre de l'Éducation, le ministre des Finances et la secrétaire du Trésor à une rencontre pour les éclairer sur nos revendications et leur faire part de notre ultimatum. (Décembre ou janvier).

5. *Considérant la campagne en cours;*

Considérant les différentes réalités sur chacun des campus;

Considérant le fait que pour mener cette campagne il faut rejoindre le plus grand nombre de membres,

Considérant l'importante capacité mobilisatrice (ou démobilisatrice) du discours;

Considérant les possibles rapports genrés de domination dans le discours;

L'AEMSP-UQAM propose que le Congrès tienne un caucus non-mixte de 30 minutes sur les stratégies de communication (sur le fond et non la forme) employées dans les différents médiums de communication et dont les cibles seraient les membres de l'ASSÉ ou le publique (affiches, journaux, communiqués, etc.) et que soit suivi d'une plénière de 15 minutes suite à ce caucus.

6. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur le plan d'action de l'ASSÉ pour l'année 2011-2012.

7. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ lance une campagne de perturbation des différents acteurs en faveur de la hausse des frais de scolarité.

8. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ tiene une manifestation conjointe avec la FECQ à l'automne 2011.

9. Le Conseil exécutif propose que la manifestation conjointe soit conditionnelle aux balises suivantes :

- Sorties médiatiques :
 - o Toute sortie médiatique concernant la manifestation doit être faite conjointement selon les modalités suivantes :
 - Tours de parole tirés au sort
 - Écriture collective des discours
 - Questions à la table et tout le monde peut répondre
 - o Aucune autre sortie médiatique de la part des organisations nationales la journée de la manifestation
 - o Répartition paritaire et concertée des entrevues au sujet de la manifestation entre les porte-parole des organisations
- Aucune organisation nationale ne peut dénoncer des actions ayant lieu lors de cette manifestation; il est toutefois parfois possible de se dissocier-
- Que tout discours fait durant la manifestation soit écrit conjointement avec toutes les organisations nationales y participant
- Que toutes les balises qui seront convenues entre les organisations soient mises par écrit.

10. Le Conseil exécutif propose l'adoption du plan d'action que l'on retrouve en annexe B.

11. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appelle à la création d'une Coalition élargie afin de rallier un maximum d'associations étudiantes autour du plan d'action de l'ASSÉ.

12. L'AECSSP UQÀM propose que dans le cadre d'éventuelles négociations avec le gouvernement, l'ASSÉ élabore un document de négociation qui suit notamment les positions suivantes :

- Que soit aboli le financement par équivalent étudiant à temps plein (EETP), dans le but de minimiser la concurrence entre les universités;
- Que de l'argent de la « Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation » soit réinvesti dans une éducation de qualité;
- Que le gouvernement du Québec reconnaisse que le financement philanthropique des institutions postsecondaires :
 - o Est incompatible avec l'organisation du réseau universitaire québécoise;
 - o A de lourds impacts sur l'organisation de la recherche universitaire
 - o Constitue une source de financement insuffisant et crée de l'incertitude dans la prévision des états financiers des institutions postsecondaires.
- Que les institutions d'éducation postsecondaires n'affectent pas l'argent provenant des fondations, des dons, et de la philanthropie aux fonds de fonctionnement ou à l'enseignement dans leurs institutions;
- Que le gouvernement du Québec s'engage à mettre de l'avant une réelle stratégie de lutte à l'évasion fiscale en vue de recouvrir de nouvelles sources de capitaux pour les services publics;
- Que le gouvernement du Québec revoit ses politiques en matière de gestion, d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles dans une perspective de

gestion publique de ses ressources. Que le gouvernement revoit les lois encadrant la gestion de ces ressources;

- Que le gouvernement du Québec s'engage à mettre sur pieds un fond de gestion de capitaux des entreprises géré à même le gouvernement du Québec. Que ce fond soit constitué uniquement en vue de garnir les coffres de l'État et qu'il serve uniquement au soutien au financement des services publics dans une optique d'accessibilité universelle et gratuite à des services sociaux de qualité.

Que ce document soit proposé officiellement au congrès d'automne.

13. L'AECSSP-UQÀM propose que l'ASSÉ ainsi que ses associations membres maintiennent la pression sur le gouvernement par le biais de l'organisation d'actions de perturbation et de visibilité publique tout au long de l'été 2011.

14. Que l'AECSSP-UQAM propose le plan d'action suivant vers la grève :

Automne 2011

- Durant tout l'automne, prise de mandats en faveur d'une grève générale illimitée à l'hiver 2012;

- Que l'ASSÉ appelle ses associations membres à tenir une journée de grève en novembre pour une manifestation nationale comme point culminant d'un mois de mobilisation, d'actions et de perturbations;

- Que la mobilisation de l'ASSÉ autour d'une grève générale illimitée ne se fasse pas trop rapidement à l'automne 2011 afin de prendre le temps d'informer les nouveaux étudiants et les nouvelles étudiantes sur la hausse des frais de scolarité;

- Que l'ASSÉ invite le premier Ministre ainsi que la Ministre de l'Éducation, le Ministre des Finances et la secrétaire du Trésor à une rencontre pour les éclairer sur nos revendications et leur faire part de notre ultimatum (décembre ou janvier);

- Que l'on invite les autres associations étudiantes nationales (FECQ, la FEUQ et la TACEQ) à faire de cette manifestation une manifestation conjointe.

Hiver 2012

- Que le 1er février soit la date butoir pour le gouvernement pour donner une réponse positive à nos revendications. Si ce n'est pas le cas, que l'on déclenche une grève générale illimitée le mercredi 15 février avec comme plancher de grève, un nombre de 7 associations étudiantes et d'au moins 25 000 étudiants et étudiantes ayant voté en faveur d'une telle grève, sur un minimum de 6 campus collégiaux ou universitaires.

15. L'AECSSP propose que l'ASSÉ crée un comité « communications » en vue de mettre sur pieds une stratégie de communications efficace dans le cadre d'une mobilisation étudiante d'envergure nationale.

4.2 Luttres contre la tarification, les compressions et la privatisation des services publics

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes du bilan des activités de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation dans les services publics durant l'année 2010-2011 faite par le Conseil exécutif suivie d'une plénière de 15 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes dans le but d'avoir une réflexion sur les buts et objectifs que devraient avoir la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation dans les services publics pour l'année 2011-2012.

3. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes sur l'escalade des moyens de pression et les moyens d'actions qui devraient être mis de l'avant par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation dans les services publics pour l'année 2011-2012.

4. L'AECSSP-UQÀM propose que l'ASSÉ continue à faire du travail conjointement avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics tout au long de sa campagne de mobilisation dans une optique de solidarité afin de rallier le plus grand nombre de groupes à la lutte étudiante;

Que l'ASSÉ se rende disponible et soit proactive afin d'exprimer sa solidarité avec la lutte des autres membres de la coalition.

4.4 Calendrier

1. Le Conseil exécutif propose l'adoption du calendrier suivant :

Automne 2011 :

- 6 août : Congrès
- 7 août : Journée de formation
- 22 août : action de visibilité
- 10 et 11 septembre : Camp de formation d'automne
- 24 et 25 septembre : Congrès
- 15 et 16 octobre : Congrès
- Octobre : Manifestation nationale conjointe avec la FECQ
- 12 et 13 novembre : Congrès de fondation de la Coalition
- Fin novembre : Rencontre avec la Ministre de l'éducation ou le Ministre des finances
- 3 et 4 décembre : Congrès de la coalition

Hiver 2012 :

- 21-22 janvier : Congrès de la coalition
- 8 mars : Participation à la journée internationale des femmes
- 15 mars : Appui à la journée internationale opposée à la brutalité policière
- 1er mai : Participation à la manifestation syndicale et appui aux autres activités du 1er mai.

6.0 Élections

6.1 Présentation

1. Le Conseil exécutif propose que les candidates et candidats aux élections fassent une présentation d'un maximum de 3 minutes suivie d'une période de questions de 5 minutes

6.2 Plénière

2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur les différentes candidatures.

7.0 Employé-é-s

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes de l'embauche faite par le comité d'embauche.

2. Le Conseil exécutif propose l'adoption de la convention collective que l'on retrouve en annexe X du cahier de Congrès.

9.0 Finances

9.1 État des résultats

1. Le Conseil exécutif propose une présentation enjouée de 5 minutes de l'état des résultats faite par le Conseil exécutif suivie d'une période de questions de 5 minutes.

9.2 Prévisions budgétaires

1. Le Conseil exécutif propose les prévisions budgétaires qui apparaissent à l'annexe C du présent cahier de congrès.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation dynamique des prévisions budgétaires pour l'année 2011-2012 par le Conseil exécutif suivie d'une période de questions de 5 minutes.

10.0 Avis de motion

10.1 Dépôt des avis de motion

1. L'AEMSP-UQÀM propose de remplacer l'article 30 des statuts et règlements de l'ASSÉ, soit « ARTICLE 30 : COMPOSITION

Les Comités de travail sont composés chacun de trois (3) étudiantes et étudiants élu-e-s par le Congrès. »

par « ARTICLE 30 : COMPOSITION

Les Comités de travail sont composés d'étudiantes et d'étudiants élu-e-s par le Congrès.

Propositions mises en dépôt

(Les propositions mises en dépôt qui sont périmées de par leur date, qui sont désuètes en raison du changement du contexte de l'actualité ou qui ont été reprises partiellement ou en totalité par d'autres propositions subséquentes n'apparaissent pas dans cette liste. Par ailleurs, cette liste ne remonte pas plus loin que le Congrès d'automne 2009.)

1. D'ajouter le sous-point 5.3 à l'article 10 du chapitre 4 de la politique de dépenses :
5.3 Lors d'une réunion avec des organisations externes.
(Mise en dépôt au Congrès des 12 et 13 février 2011 à l'UQÀM)

2. Que l'ASSÉ évalue la possibilité de la création d'une coalition d'associations étudiantes autour de l'ASSÉ et de la perspective que cette coalition soit membre de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation.
(Mise en dépôt au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

3. Que le Congrès d'orientation de l'ASSÉ se tienne en juin 2011.
(Mise en dépôt au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

4. Que l'on traite l'avis de motion suivant :
De remplace l'article 1 de l'annexe A des Statuts et règlements par :
ARTICLE 1
Peuvent présenter leur candidature au Conseil exécutif toutes les personnes qui sont membres de l'ASSÉ et qui obtiennent l'appui de leur association locale ou toute personne étudiante non-membre de l'ASSÉ obtenant l'appui de tiers des associations membres.
(Mise en dépôt [jusqu'au Congrès d'orientation] au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

5. Que l'on traite l'avis de motion suivant :
Que l'on remplace le texte de l'article 6 de l'annexe A des Statuts et règlements par le texte suivant :
« Les élections se font au vote secret. Les candidats et candidates sont élu-e-s poste par poste. Dans le cas où il n'y a qu'une candidature à un poste, la candidate ou le candidat doit, pour être élu-e, recueillir une majorité des deux tiers (2/3) des membres votants. S'il y a plus d'une candidature à un même poste et qu'aucune de ces candidatures ne recueille la majorité des deux tiers (2/3), un nouveau tour de scrutin est organisé en rejetant la candidature ayant reçu le moins de votes au tour précédent. Ce processus peut être répété jusqu'à ce qu'il ne demeure qu'un candidat ou une candidate en lice, qui peut alors être élu-e aux deux tiers (2/3) des membres votants. »
(Mise en dépôt [jusqu'au Congrès d'orientation] au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

6. Que l'on traite l'avis de motion suivant :
- Que l'on remplace la première phrase du deuxième alinéa de l'article 9 des Statuts et Règlements par le texte suivant :
« Le Congrès est composé des déléguées de chaque association membre, avec trois (3) personnes maximum ayant droit de parole et de vote. »

- Que l'on ajoute l'alinéa suivant à l'article 9 des Statuts et règlements : « 4. Le nombre de votes au Congrès accordé à chaque délégation d'association membre pour les propositions ordinaires est établi en fonction de la moyenne et de l'écart-type du nombre d'étudiantes et d'étudiants qui en sont membres. Toute association membre comptant autant ou moins de membres que le nombre correspondant à cette moyenne moins cet écart-type a droit à un (1) vote. Toute association membre comptant autant ou plus de membres que le nombre correspondant à cette moyenne plus cet écart-type a droit à trois (3) votes. Toute autre association a droit à deux (2) votes. Pour toute proposition autre qu'ordinaire, chaque délégation d'association membre a droit à un (1) vote. Le nombre d'étudiantes et d'étudiants membres des associations est établi en fonction du dernier versement de cotisations d'hiver ou d'automne (selon la session en cours) ou, le cas échéant, du quorum d'affiliation.

(Mise en dépôt [jusqu'au Congrès d'orientation] au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

7. Que l'on traite l'avis de motion en Annexe A

(Mise en dépôt au Congrès annuel des 8 et 9 mai 2010 au Cégep St-Laurent)

8. Que l'ASSÉ appuie la coalition « Stoppons la réforme ».

(Mise en dépôt au Congrès des 27 et 28 février 2010 au Cégep Marie-Victorin)

9. CONSIDÉRANT que les heures d'ouverture des services de garde se situent en moyenne entre 7h00 et 18h00;

CONSIDÉRANT que les services de garde imputent des pénalités monétaires pouvant aller jusqu'à 5,00\$/minute;

CONSIDÉRANT que la réussite scolaire fait partie des valeurs et objectifs du système d'éducation au Québec

CONSIDÉRANT qu'une recherche du ministre de l'éducation du Québec démontre que pour avoir sensiblement les mêmes conditions salariales que les hommes, les femmes doivent poursuivre des études supérieures;

Que l'ASSÉ se positionne pour que les parents étudiants d'enfants de 0 à 12 ans soient automatiquement exemptés de cours débutant soit à 8h00 ou se terminant à 18h00.

Pour que l'on intègre au système informatique les noms des parents-étudiants qui font une demande d'exemption de cours débutant à 8h00 ou se terminant à 18h00 et que ce système tienne automatiquement compte de ces contraintes lors de la création des horaires.

(Mise en dépôt au Congrès des 27 et 28 février 2010 au Cégep Marie-Victorin)

10. Que l'ASSÉ soit en faveur d'une gestion intégrale du programme d'aide financière aux études y compris des versements par l'État du Québec.

(Mise en dépôt au Congrès des 14 et 15 novembre 2009 au Cégep de Sherbrooke)

Annexe A : Avis de motion repris par le Comité femmes (Congrès annuel 2010)

- Que soit ajouté à l'ARTICLE 40 : COMPOSITION : Le Comité femmes est une instance non-mixte.

- Que les modifications suivantes soient apportées à l'ARTICLE 42 : BUTS ET FONCTIONS :

Premier paragraphe

- Ajouter « et participer à » entre « promouvoir » et « la lutte » ;
- Biffer « pour la condition » ;
- Ajouter « [...] et actions » entre « instances » et « de l'ASSÉ. » ;
- Ajouter « De plus, il développe et entretient des liens avec des associations, groupes de défense des droits des femmes et tout autre organisme communautaire lié. » entre « [...] de l'ASSÉ. » et « Il doit être en mesure [...] » ;
- Ajouter « sur les activités et actions menées au cours de l'année scolaire » entre « Il doit être en mesure de présenter un rapport » et « Congrès annuel [...] » ;
- Biffer « sur la question femmes » ;
- Ajouter « Bien que cette responsabilité ne lui incombe pas uniquement, le Comité femmes est une instance incontournable pour faire état du féminisme à l'ASSÉ. » avant « Il peut aussi : ».

Alinéa 1

- Ajouter « d'information et de mobilisation » après « [...] du matériel » ;
- Biffer « traitant de leur champ d'intervention ».

Alinéa 2

- Ajouter « /féminisme » après « [...] section femmes ».

Nouvel alinéa 3

- Ajouter un nouvel alinéa 3 comme suit : « 3. administrer et entretenir la page femmes du site Internet de l'ASSÉ ainsi que les listes de diffusion ; ».

Alinéa 3

- Décaler en alinéa 4 ;
- Remplacer « conjointement » par « en collaboration » ;
- Ajouter « femmes et » entre « comités » et « de mobilisation » ;
- Ajouter et modifier « (local, régional et national » ;
- Ajouter « ou contingents » entre « des actions » et « femmes » ; ».

Alinéa 4

- Biffer l'alinéa 4 et ajouter l'alinéa 5 comme suit : « 5. organiser des réunions, tournées de représentation et camps de formation femmes, que ce soit au niveau local, régional ou national ; ».

Alinéa 5

- Décaler en alinéa 6.

- Que soit ajouté l'ARTICLE 43 : POUVOIRS en décalant les articles actuels 43 et 44.

ARTICLE 43 : POUVOIRS

1. Siéger au Conseil de Coordination, où il a droit de proposition, d'appui et de vote ;
2. Siéger au Congrès, où il a droit de parole, de proposition et d'appui ;
3. Organiser et tenir des activités de financement ;

4. Administrer le budget annuel pour lequel une proposition de prévisions budgétaires est soumise chaque année, lors du Congrès annuel. Un état des résultats devra également être déposé et pourra, sur demande, être déposé à chaque Congrès ou, si requis, à un Conseil de Coordination.

- Que soit ajouté l'ARTICLE 44 : BUDGET :

ARTICLE 44 : BUDGET

1. Le budget annuel alloué au Comité femmes doit se conformer à l'ANNEXE C des présents Statuts et règlements.
2. Le budget annuel du Comité femmes a pour objectif de donner d'abord aux femmes la place de leurs propositions en ce qui a trait aux priorités et besoins établis chaque année dans le cadre du plan d'action femmes de l'ASSÉ, adopté en Congrès.
3. L'autonomie d'une telle gestion budgétaire est une action politique s'inscrivant dans les principes et revendications de l'ASSÉ. Elle est encadrée par l'Article 44 : Pouvoirs et les présents Statuts et règlements.
4. Le Comité femmes se voit allouer statutairement un budget minimal équivalent à 5 % des cotisations annuelles prévues pour l'année scolaire en cours. Ce budget peut être bonifié lors de l'adoption ou de la modification des prévisions budgétaires, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent à 10 % des cotisations annuelles prévues.
5. Tout revenu réalisé dans le cadre d'une activité de financement du Comité femmes est ajouté au budget annuel courant du Comité femmes.
6. Le budget annuel du Comité femmes ne peut pas cumuler plus de 1 % de surplus par année scolaire. Tout surplus supplémentaire est réinjecté dans les revenus de l'ASSÉ, sauf décision contraire du Congrès à cet effet.
7. Le Comité femmes est tenu d'aviser immédiatement le Conseil de Coordination dans l'éventualité où des problèmes financiers surviendraient.
8. Advenant le cas où le Comité femmes est vacant – pour une partie ou l'ensemble de l'année financière – le budget du Comité femmes pourra être utilisé par les Comité femmes des associations membres (ou les associations membres lorsqu'un Comité femmes n'y est pas actif) pour financer des activités et actions féministes locales, régionales ou nationales, qu'elles soient prévues au plan de l'action de l'ASSÉ ou soient des initiatives locales. Les demandes devront être déposées au Conseil de Coordination ou au Congrès et être appuyées par une description du projet et un budget.

- Que les modifications suivantes soient apportées à l'ARTICLE 44 : CONVOCATION :

- Décaler en 46, conformément aux propositions précédentes ;
- Biffer « si » entre « fois, » et « possible » ;
- Ajouter « dans la mesure du » entre « au moins une fois » et possible.

Annexe B : Plan d'action proposé par le Conseil exécutif

Plan d'action : L'éducation est un droit; Non à la hausse des frais !

Été 2011

Sensibilisation et information

- Développement de l'argumentaire et du document de négociation
- Production de matériel d'information sur la hausse et ses impacts
- Rencontre avec différents acteurs et différentes actrices de l'éducation
- Mobilisation urbaine sur la hausse des frais (distribution de l'Ultimatum express urbain sur la hausse)
- Tournées des écoles secondaires (distribution de l'Ultimatum spécial secondaire)

Actions

- 6 juin : Action lors de la Conférence de Montréal
- Action de visibilité / Flash mob urbain
- Campagne de perturbation des activités des acteurs et actrices pour la hausse des frais de scolarité

Instances

- 6 août : Congrès
- 7 août : Journée de formation

Rentrée des cégeps

Sensibilisation et information

- Sortie de l'Ultimatum spécial Grève Générale Illimitée
- Sortie de matériel d'information traitant de la hausse et de ses impacts
- Sortie de l'argumentaire de campagne

Actions

- Campagne de perturbation des activités des acteurs et actrices pour la hausse des frais de scolarité
- 22 août : Action de visibilité

Septembre 2011 et rentrée des universités

Objectif : Rallier l'ensemble des étudiantes et des étudiants contre la hausse des frais de scolarité

Sensibilisation et information

- Tournée de conférences sur la hausse des frais en collaboration avec l'IRIS

Actions

- Action de visibilité
- Campagne de perturbation des activités des acteurs et actrices pour la hausse des frais de scolarité

Instances

- 10 et 11 septembre : camp de formation comprenant un volet sur la GGI et l'organisation d'actions
- 24 et 25 septembre : Congrès

Octobre 2011

Objectif : Rallier l'ensemble des étudiants et des étudiantes à la nécessité de faire la GGI

Sensibilisation et information

- Tournée de conférence sur la GGI
- Sortie de matériel d'information portant sur la GGI

Actions

- Manifestation conjointe avec la FECQ
- Semaine d'actions locales
- Campagne de perturbation des activités des actrices et acteurs pour la hausse des frais de scolarité

Instance

- 15 et 16 octobre : Congrès
- Adoption des modalités de la coalition
- Adoption des modalités de déclenchement de la grève

Novembre 2011

Objectif : Adopter des mandats de GGI

Sensibilisation et information

- Tournée de mobilisation massive en faveur de la GGI

Actions

- Campagne de perturbation des activités des acteurs et actrices pour la hausse des frais de scolarité

Instances

- 12 et 13 novembre : Congrès de fondation d'une coalition
- Assemblées générales pour l'obtention de mandats de GGI
- Fin novembre : Rencontre avec la Ministre de l'éducation ou le Ministre des finances

Décembre 2011

Instance

- 3 et 4 décembre : Congrès de la coalition

Janvier et février 2012

Action

- 1^{ère} semaine de février : Déclenchement de la grève si le gouvernement ne répond pas à nos revendications

Instance

- 21 ou 22 janvier : Congrès de la coalition

Annexe C : Prévisions budgétaires déposées par le Conseil exécutif

Prévisions	2011-2012	Différence	2010-2011
Revenus			
Cotisations	122 415,00 \$	12 870,00 \$	109 545,00 \$
Instances	15 200,00 \$	2 300,00 \$	12 900,00 \$
Congrès	9 000,00 \$	2 500,00 \$	6 500,00 \$
Camps de formation	6 200,00 \$	2 800,00 \$	3 400,00 \$
Spéciales		(3 000,00 \$)	3 000,00 \$
Dons	20 000,00 \$	17 000,00 \$	3 000,00 \$
Activités de financement	900,00 \$	(4 850,00 \$)	5 750,00 \$
Fonds des arrêtés	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Totaux	158 515,00 \$	(27 320,00 \$)	131 195,00 \$

Dépenses

Fonds d'entraide	6 120,75 \$	643,50 \$	5 477,25 \$
Information	19 000,00 \$	(586,54 \$)	19 586,54 \$
Ultimatum et express	7 000,00 \$	362,98 \$	6 637,02 \$
Revue Ultimatum	3 500,00 \$	226,62 \$	3 273,38 \$
Matériel d'information	5 000,00 \$	908,97 \$	4 091,04 \$
Vidéos	2 000,00 \$	1 000,00 \$	1 000,00 \$
Traduction	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Documentation & recherche	500,00 \$	164,90 \$	335,10 \$
IRIS	1 000,00 \$	500,00 \$	500,00 \$
Chandails	0,00 \$	(3 750,00 \$)	3 750,00 \$
Instances	24 000,00 \$	10 226,90 \$	13 773,11 \$
Congrès	12 000,00 \$	6 408,97 \$	5 591,04 \$
Camps de formation	10 000,00 \$	5 408,97 \$	4 591,04 \$
Comités et CoCo	2 000,00 \$	1 408,97 \$	591,04 \$
Spéciales	0,00 \$	(3 000,00 \$)	3 000,00 \$

Mobilisation		29 000,00 \$	12 000,00 \$	17 000,00 \$
	Tournées & représentations	16 000,00 \$	2 000,00 \$	14 000,00 \$
	Actions	13 000,00 \$	10 000,00 \$	3 000,00 \$
Bureau		17 310,00 \$	(6 036,83 \$)	23 346,83 \$
	Loyer	12 800,00 \$	0,00 \$	12 800,00 \$
	Assurances	1 010,00 \$	8,00 \$	1 002,00 \$
	Fournitures	2 000,00 \$	1 408,97 \$	591,04 \$
	Informatique	1 500,00 \$	1 000,00 \$	500,00 \$
	Photocopieur	9 000,00 \$	546,21 \$	8 453,79 \$
Administration		5 960,00 \$	(897,72 \$)	6 857,72 \$
	Honoraire professionnel	5 500,00 \$	(397,72 \$)	5 897,72 \$
	Frais de caisse	460,00 \$	0,00 \$	460,00 \$
	Divers	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
Communication		16 800,00 \$	5 500,00 \$	11 300,00 \$
	Télécommunications	7 500,00 \$	2 500,00 \$	5 000,00 \$
	CNW Telbec	6 000,00 \$	3 000,00 \$	3 000,00 \$
	Courrier	300,00 \$	0,00 \$	300,00 \$
	Internet et site	3 000,00 \$	0,00 \$	3 000,00 \$
Employé-e-s		34 000,00 \$	3 000,00 \$	31 000,00 \$
Conseils régionaux		1 500,00 \$	0,00 \$	1 500,00 \$
	CRAM	2 000,00 \$	1 000,00 \$	1 000,00 \$
	MASSE	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
	Autres	500,00 \$	500,00 \$	0,00 \$
Divers		0,00 \$	(1 500,00 \$)	1 500,00 \$
	Subventions	0,00 \$	0,00 \$	
	Fonds des arrêté-e-s	0,00 \$	0,00 \$	
	Party des 10 ans de l'ASSÉ	0,00 \$	(1 500,00 \$)	1 500,00 \$
	Autres	0,00 \$	0,00 \$	
Totaux		153 690,75 \$	22 349,32 \$	131 341,44 \$
Surplus/(déficit)		4 824,25 \$	(4 970,69 \$)	(146,43 \$)

Annexe D : Document de réflexion sur les perspectives de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Par le comité action de la Coalition

Introduction

Il y a déjà plus d'un an, la coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics était créée. Après le dépôt du budget 2010, elle se donne comme objectif de faire reculer le gouvernement sur les différentes mesures régressives mises de l'avant dans ce budget. Durant la dernière année, nous nous sommes doté d'une structure organisationnelle dans le but de coordonner la mise sur pied de plusieurs actions visant à instaurer un rapport de force face au gouvernement : grande manifestation du 1 avril 2010, manifestation de plus petites envergure, perturbations de bureaux de députés, blocage de l'édifice d'Hydro-Québec, sorties médiatiques, manifestation conjointe avec l'Alliance sociale, etc.

Après un an d'existence et un gouvernement qui n'a toujours pas reculé, sauf sur la question du ticket modérateur, nous proposons un temps de réflexion afin de faire un bilan de nos activités et de se questionner sur notre stratégie ainsi que sur nos revendications. Pour aider cette réflexion, vous trouverez ci joint des questions ayant comme objectif d'accompagner les groupes dans leurs réflexions. Les questions sont divisées en trois grands axes: structure de fonctionnement et implication des groupes membres, buts et objectifs de la coalition, moyens d'actions et escalade des moyens de pression.

Pour permettre à chaque groupe de faire adéquatement la réflexion, nous ne ferons qu'amorcer le processus à la rencontre du 12 avril. Cependant, afin d'optimiser nos chances de réussite dans les prochaines semaines, nous souhaitons que l'axe de réflexion lié à la structure, au fonctionnement et à l'implication des groupes membres soit discuté en profondeur dès le 12 avril.

Bonne réflexion,

Le comité action

AXE DE RÉFLEXION : Structure, fonctionnement et implication des groupes membres

- Quel est votre bilan des 16 premiers mois d'existence de la Coalition?
- Quel est votre bilan de la mise sur pied de coalitions régionales?

- Comment pourrait-on, à votre avis, arriver à mieux implanter la coalition dans les régions?
- Quel bilan doit-on faire de la faible participation des groupes membres à certaines actions votées en assemblées générales?
- Quel rôle devraient jouer les groupes membres au sein de la coalition?
 - Quel bilan doit-on faire de la faible participation des groupes membres à certaines actions votées en assemblées générales?
 - Chaque groupe devrait-il obligatoirement donner un certains temps d'implication au sein de la coalition ou prendre en charge certaines tâches? Sinon, comment assurer une meilleure répartition des tâches ?
 - Comment favoriser la mobilisation d'un plus grand nombre de groupes, notamment ceux ayant moins l'habitude de mobiliser?
 - Pourquoi, un nombre important de groupes membres, en particulier ceux ayant pourtant des bases solides, ne mobilise pas pour les actions de la Coalition?
- La structure organisationnelle (comités, sous-comité, assemblée générale, etc) est-elle adéquate et fonctionnelle?
- Par quels moyens pourrait-on favoriser un meilleur fonctionnement démocratique au sein de la Coalition?
 - Devrait-on imposer une échéance pour l'envoi des propositions avant les assemblées générales ?

AXE DE RÉFLEXION: Buts et objectifs de la coalition

- La Coalition doit-elle poursuivre son existence? À quelles conditions?
- Après plus d'un an d'existence, quels devraient être les buts et objectifs de la coalition?
 - Devrait-on réviser la déclaration de principe?
 - Croit-on toujours pouvoir faire reculer le gouvernement sur les mesures du budget 2010?
 - La coalition devrait-elle élargir ses objectifs au-delà de ces revendications concernant les derniers budgets?
- Devrait-on remettre en question l'idée de toujours mettre de l'avant l'ensemble du budget plutôt que de se concentrer sur certaines mesures? Si oui, quelles mesures devons-nous particulièrement prioriser?

AXE DE RÉFLEXION : Moyens d'action et escalade des moyens de pression

- Quelle stratégie doit-on, selon vous, mettre de l'avant pour faire reculer le gouvernement sur les mesures régressives?
 - Quel(s) moyen(s) d'action doit-on mettre de l'avant?

- Quelle analyse faisons-nous de l'importance de faire des interventions, actions ou manifestation sur une base régulière? Quelles sont nos capacités?
 - Doit-on privilégier des actions d'envergures plus éloignées les unes des autres ou des actions à mobilisation plus restreinte mais plus régulières?
 - Devons-nous toujours discuter des perspectives de perturbations économiques et/ ou de grève sociale? Si oui, comment faire cheminer ces perspectives?
 - Êtes-vous satisfaitEs du travail médiatique fait à ce jour par la Coalition? Comment la Coalition doit-elle utiliser les médias à votre avis?
- Quelle relation la coalition doit-elle entretenir avec l'Alliance sociale? Doit-elle laisser la porte ouverte à d'autres actions communes? Si oui, quels types d'action et à quelles conditions?
 - Quelle est l'idée que votre organisation se fait de l'escalade des moyens de pression?

AXE DE RÉFLEXION : Formation et Éducation populaire

- Quelle importance la coalition doit-elle attribuer à l'éducation populaire?
- Devrait-on produire d'autres journaux *La main rouge*?
- Si oui, quelle devrait être la prochaine échéance?
- Devrait-on préparer un autre atelier de formation et/ou d'éducation populaire pour l'automne?

Comment réussir à rejoindre plus largement les citoyenNEs, notamment celles/ceux qui ne sont pas dans des groupes?

Comment arriver à créer un mouvement plus large d'opposition aux mesures régressive du dernier budget?

Déclaration de principe de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Mise en contexte

Depuis les années 90, les gouvernements qui se succèdent à Québec comme à Ottawa appliquent les mêmes vieilles recettes néolibérales : coupures dans les services publics et les programmes sociaux, privatisations, sous-traitance et partenariats public-privé (PPP), déréglementation et déresponsabilisation de l'État, gestion publique soumise aux exigences d'intérêts privés, poursuite du déficit zéro, etc. Cette marchandisation du bien commun et des services publics qui permet « de privatiser les profits et de socialiser les déficits » mène à la déconstruction d'un modèle de société fondé sur la solidarité.

Parallèlement, pour aller chercher l'appui des contribuables, nos gouvernements multiplient les baisses d'impôts. Mais nous ne sommes pas dupes : ces baisses d'impôts, souvent accompagnées de hausses de tarifs, ne profitent réellement qu'aux plus riches et aux grandes compagnies. La classe moyenne, les femmes, les personnes pauvres, les minorités visibles et les gens âgés paient le prix fort de ces mesures. D'ailleurs, en 2006, l'ONU a sévèrement blâmé les gouvernements canadiens et québécois parce qu'ils ont régressé dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels pour l'ensemble

des citoyennes et citoyens. En poursuivant dans la même direction, nos gouvernements ne font qu'aggraver la situation.

Présentation de la Coalition

Dans ce contexte, des organisations communautaires, syndicales, étudiantes, féministes et populaires ont décidé de jeter les bases de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Cette coalition revendique l'accès à des services publics universels et de qualité, l'un des moyens pour assurer la réalisation des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Afin d'y arriver, elle entend proposer des projets et des politiques qui permettront de renflouer, sur une base équitable, les coffres de l'État. Plus précisément, elle a deux objectifs immédiats :

- Proposer un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun. Ce financement passe notamment par une fiscalité plus progressive.
- S'opposer aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics, particulièrement les services de santé et les services sociaux, l'éducation, les garderies et les transports collectifs.

Une occasion à saisir

Si rien n'est fait, les prochaines années vont être très difficiles pour la classe moyenne et pour les personnes déjà en situation de pauvreté. Il faut agir! Les crises économiques et budgétaires actuelles sont l'occasion de remettre en question les politiques injustes et de proposer de nouvelles avenues pour un Québec plus écologiste, plus égalitaire et plus solidaire.

D'autres voies doivent être explorées pour assurer une meilleure répartition et une meilleure redistribution de la richesse. L'atteinte du déficit zéro ou le financement des services publics ne peuvent se faire par le biais des hausses de tarifs. Il est possible d'assurer un revenu décent pour touTEs et de revoir notre régime fiscal afin que l'État dispose de revenus lui permettant de garantir de meilleurs programmes et services. Il est grand temps que l'économie profite à l'ensemble des Québécoises et Québécois et non à quelques élites!